

**Neunte Sitzung – Neuvième séance**

**Donnerstag, 1. Oktober 1987, Vormittag**  
**Jeudi 1er octobre 1987, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Cevey

87.010

**Restwassermengen. Bundesbeschluss**  
**Débits minimums. Arrêté fédéral**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1269 hiervoor – Voir page 1269 ci-devant

M. **Martin**: Le débat qui s'est tenu au Conseil des Etats a été dévié – cela est normal, me direz-vous, pour le captage d'eau libre – vers un affrontement d'idées de caractère juridique et économique.

Certes, ces arguments méritent d'être abordés avec tout le sérieux nécessaire, mais il est aussi essentiel d'imaginer les conséquences de nos décisions au plan pratique et de la protection de l'environnement.

Je suis d'autant plus à l'aise, comme Vaudois, pour parler de la question car, dans ce canton, par le biais de la loi sur la pêche, ce problème est réglé depuis quelques années déjà. En effet, une restitution d'eau minimale est imposée à chaque nouvelle concession, quantité correspondant à celle adoptée dans le projet de révision de la loi fédérale sur la protection des eaux.

Je comprends aussi la volonté des cantons de montagne, exprimée clairement à cette tribune de même qu'au Conseil des Etats, de vouloir exploiter au maximum leurs ressources naturelles pour en tirer un bénéfice économique.

Mais les limites du supportable sont bientôt atteintes, et il importe dès maintenant d'aborder le problème sur un plan général, quitte à compenser les pertes ponctuelles subies par certains. Il serait dommage, pour de petits gains d'énergie, de faire de gros dégâts à la nature.

Une approche est formulée comme suit: «Un minimum d'eau restitué dans nos rivières et torrents doit permettre au cours d'eau d'abriter sa faune et sa flore habituelles, afin qu'il garde son caractère original». Cette exigence est déjà fixée dans quelques textes fédéraux, mais manifestement mal appliquée. La loi fédérale sur la protection des eaux, révisée, devrait permettre d'atteindre cet objectif.

Il est bon de rappeler qu'en dehors du lit de la rivière un débit minimum est utile, voire indispensable, pour deux autres raisons biologiques:

- 1° le maintien et l'alimentation des nappes phréatiques desservant souvent les réseaux d'eau potable,
- 2° la garantie pour les cultures riveraines, qu'elles soient forestières, agricoles ou arboricoles, d'une venue d'eau suffisante pour la survie des plantes.

Il apparaît dès lors que le texte proposé par le Conseil fédéral revêt toute son importance. Il nous permettra surtout d'aborder la révision de la loi en toute sérénité, sans mesures hâtives.

Certes, on empiète, avec cet arrêté fédéral, sur les droits des cantons. Le fédéraliste que je suis se doit de le rappeler. Mais, dans le cas présent, l'intérêt général, l'urgence et le caractère transitoire du texte me semblent prioritaires. L'aspect fondamental des dispositions sera abordé par la révision de la loi.

La manière choisie par le Conseil fédéral peut aussi être discutée. Mais, pour meubler momentanément le vide juridique créé par l'initiative et son contre-projet, il y avait peu d'autres possibilités.

Je vous propose dès lors d'entrer en matière et de soutenir le Conseil fédéral, voire de restreindre à fin 1993 la portée de ce texte. Ce serait un moindre mal.

**Meyer-Bern**: Ich bin sehr froh und danke dem Bundesrat, dass Artikel 24bis der Bundesverfassung nach zwölf Jahren zwar nicht, wie sich das eigentlich gehören würde, durch ein Gesetz, aber wenigstens durch eine superprovisorische Verfügung vollzogen werden soll. Die Art und Weise, wie der Bund dem Auftrag zur Sicherung angemessener Restwassermengen nachzukommen gedenkt, stimmt mich jedoch nachdenklich. Wir dürfen heute den Entwurf eines neuen Gewässerschutzgesetzes materiell nicht diskutieren, obschon wir die Restwassermengen, die sich aufgrund der Vorschriften dieser Botschaft über den Schutz der Gewässer ergeben und als maximal gelten sollen, zur Anwendung bringen. Das Parlament befindet sich somit in einer einzigartigen Lage, nämlich sich gesetzgeberisch auf Recht zu beziehen, das formell noch nicht geschaffen ist. In diesem Sinne haben wir hier wirklich eine Premiere.

Mich stört das allerdings nicht; denn das Ziel dieser Uebung ist letztlich ein gutes Ziel und dient einem guten Zweck. Trotzdem sehe ich mich gezwungen, als einer der Mitverfasser der Volksinitiative «zur Rettung unserer Gewässer» darauf hinzuweisen, dass der Bundesrat mit der vorliegenden Fassung der Restwasserregelung, wie sie nun in den Bundesbeschluss eingebaut werden soll, den Verfassungsauftrag eindeutig nicht erfüllt. Artikel 30 ff. dieses Entwurfes, welche Richtschnur für vorbehaltene maximale Restwasser sein werden, betreffen Mindestrestwassermengen, die ein absolutes Existenzminimum für die wichtigsten, vom Wasser abhängigen Lebensgemeinschaften darstellen.

Bei der Uebertragung der Gesetzgebungskompetenz von den Kantonen auf den Bund in bezug auf diese Restwasserfrage dürfte kein unvoreingenommener Bürger damit gerechnet haben, dass der Bundesrat statt angemessene Restwassermengen lediglich Alarmgrenzen festlegen will. Die Anwendung dieser Vorschriften der Botschaft wird nicht leicht sein. Es ist nämlich eine Illusion, zu glauben, diese maximalen Restwassermengen könnten dann einfach tabellarisch abgelesen werden. Nach wie vor wird das ein Ermessensentscheid sein, nach wie vor wird ein harter Interessenkampf im Schosse der konzessionsverleihenden Regierungen und Gemeinden entstehen. Bevor die gewässerschutzpolitischen Entscheide definitiv gefallen sein werden und diese gesetzgeberischen Härten und «Brutalitäten» begangen sind, werden die Konzessionsverleiher ganz natürlicherweise die Tendenz aufweisen, möglichst geringe Restwassermengen zu konzessionieren. Der Druck ist hier einfach zu stark.

Unter den Blinden ist der Einäugige König! Lieber den Spatz in der Hand als die Taube auf dem Dach! Wenn ich trotzdem für Eintreten stimme, so deshalb, weil diese Lösung, wie sie der Bundesrat vorschlägt und wie sie von der Kommission noch verschlechtert wurde, immer noch besser ist als gar nichts. Ich werde für Eintreten stimmen.

M. **Longet**: La situation est parfaitement claire. Nous avons, depuis 1975, un article constitutionnel qui contient l'obligation de maintenir des débits minimums dans nos cours d'eau. Cet article n'est pas appliqué depuis maintenant douze ans. Tout au contraire, nous voyons des sociétés d'électricité qui mettent les bouchées doubles pour obtenir un maximum de concessions qui seront – et c'est cela le coeur du débat – autant de droits acquis opposables à la future législation d'exécution de cet article constitutionnel. C'est une situation hautement choquante et c'est pour l'éviter que le Conseil fédéral a donné suite au postulat de M. Loretan et aujourd'hui nous propose cette solution. Cette solution est indispensable comme l'a été, en 1972, l'arrêté fédéral urgent sur l'aménagement du territoire sans lequel la

loi sur l'aménagement du territoire aurait perdu une bonne partie de son objet.

Par ailleurs, nous sommes saisis, par le Conseil fédéral, d'un message qui comporte la révision globale de la législation en matière de protection des eaux. Ce message et cette législation promettent des débats longs et compliqués. Si bien que l'on a pu estimer environ à deux années par Chambre le débat parlementaire pour cet objet. Il faut ajouter à ces deux fois deux années encore le temps nécessaire pour édicter et appliquer les dispositions d'exécution. On peut donc dire, de manière tout à fait claire, que le dispositif de fond n'entrera pas en vigueur avant le milieu des années 90, vingt ans après le vote de l'article constitutionnel. Cela rend la situation encore plus inadmissible. Il est parfaitement inadmissible que d'ici là on continue à créer des faits accomplis.

Je dirais encore qu'un récent rapport du Département fédéral de l'intérieur, faisant le tour des projets de concessions qui étaient pendants ou qui allaient être déposés, soulignait que sur quarante projets d'exploitation des forces hydrauliques, trente-neuf sont indéfendables du point de vue de la protection de la nature et du paysage. J'aimerais dire également que ceux-là même qui s'opposent, au Conseil des Etats et dans ce conseil, à la proposition du Conseil fédéral, je suis absolument sûr qu'ils s'opposeront également à la réglementation matérielle sur le fond dans le cadre du projet de loi que le Conseil fédéral nous a présenté. Cette opinion a été manifestée clairement au Conseil des Etats, moins clairement en séance de commission. Je pense qu'ici on est plus diplomate, mais sur le fond, je suis sûr que ce n'est qu'un prétexte de s'attaquer à cet arrêté-là et que l'on s'attaquera aussi aux dispositions prévues dans la loi. Ce n'est donc pas l'arrêté fédéral du point de vue juridique qui est contesté, c'est son contenu qui est la raison de l'opposition d'un certain nombre de nos collègues.

Preuve en soit que tous ceux qui combattent cet arrêté au nom des intérêts de leur région, au nom du fédéralisme, chez eux, sont ceux-là mêmes qui poussent à l'exploitation jusqu'à la dernière goutte du potentiel hydrologique.

On constate donc que l'argument fédéraliste, une fois de plus hélas, dirais-je, n'est qu'un prétexte, ce qui, par ailleurs, rend un très mauvais service à ce fédéralisme que ces collègues prétendent défendre. On désirerait que cela soit une fois véritablement le fédéralisme qui défende et pas seulement les intérêts particuliers sous couvert de fédéralisme.

Enfin, j'aimerais dire en conclusion que de nombreux représentants d'une région urbaine sont très sensibles à la nécessité de réduire les disparités régionales dans ce pays. Nous sommes tout à fait acquis à l'idée que les régions de montagne doivent vivre mieux et participer davantage de la solidarité nationale. Mais nous estimons qu'il est d'autres solutions que l'obstination à exploiter les derniers cours d'eau jusqu'à leur dernière goutte, à presser le citron jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien, quitte à vendre ce qui reste de la nature de notre paysage, à vendre en définitive notre âme.

D'ailleurs, la preuve que ce n'est pas un conflit entre ville et campagne, entre plaine et montagne a été administrée hier par les interventions de MM. Schmidhalter et Hari. Nous avons vu en M. Schmidhalter un représentant de la conception traditionnelle quantitative du développement auquel M. Hari, a répondu sur le plan d'un concept de développement qualitatif qui est, lui aussi, enraciné dans les régions de montagne. Je crois que cela montre que ce sont deux concepts de développement qui s'opposent et non pas ville et campagne.

La solution, pour nous, consiste à accepter cet arrêté, à refuser cette intensification abusive dans l'exploitation des cours d'eau. Je crois que l'on peut parfaitement donner leurs droits aux régions en cause, par exemple en payant plus cher le courant électrique, en exploitant davantage les installations existantes qui datent parfois du début du siècle et qui pourraient être rationalisées.

Enfin, je terminerai par là, en ce qui concerne les compa-

gnies d'électricité, en mettant en place une stratégie d'économie d'énergie.

**M. Rebeaud:** Il est évidemment gênant pour des gens qui, comme nous, sont attachés au principe du fédéralisme, de devoir, par le biais de la législation fédérale, imposer à des cantons des mesures qu'apparemment ils ne veulent pas prendre d'eux-mêmes.

Curieusement, nous avons entendu hier M. Schmidhalter et surtout M. Aliesch, protester avec émotion de la bonne volonté et de la bonne foi de leurs gouvernements cantonaux et de leur population. Je crois que si cet arrêté fédéral est nécessaire, c'est que cette bonne foi, malheureusement, est quelque part, et je ne sais pas très bien où, suspecte. Je suis en tout cas certain d'une chose, M. Aliesch, à mon grand regret: les gouvernements des cantons de Suisse centrale, pour l'instant et dans cette matière, ne me convainquent pas, pas plus d'ailleurs que leur députation au Conseil des Etats, d'être représentatifs de la totalité de l'opinion des cantons et des peuples qui les ont élus.

Je vous rappellerai un événement récent, M. Aliesch, puisque je vous vois sourire. Il n'y a pas si longtemps, l'unanimité des gouvernements de Suisse centrale étaient d'accord pour CH 91 et les peuples de ces cantons, donc leurs électeurs, les ont désavoués. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas dans vos cantons aussi, et en tout cas en Valais – j'en connais – des gens qui ne partagent pas ce point de vue et voient à plus long terme.

La situation est critique. Un certain nombre de cantons, et M. Schmidhalter l'a rappelé également, ne possèdent pas l'électricité qui se produit avec leurs eaux – ou en ont une maîtrise extrêmement faible – 90 pour cent a-t-on dit. Et les 10 pour cent qui restent appartiendront aussi, d'une manière ou d'une autre du point de vue de la maîtrise, aux grandes sociétés productrices d'électricité dont les sièges sont en plaine, à Genève, Berne, Bâle ou Zurich, mais pas véritablement dans les cantons. L'argument de l'autonomie reconquise, pour ces 10 pour cent destructeurs de ce qui reste de nature dans les cantons de montagne, ne tient pas. Il y a un certain nombre de concessions qui sont sur le point d'être accordées dans la montagne, qui ne respectent pas les exigences minimales que le bon sens impose. Il y a déjà des rivières qui sont à sec quelques mois par année. Je vous donne un exemple célèbre, puisqu'il faut parler concrètement, étant donné que des chiffres généraux ont déjà été fournis.

A la Dixence que tout le monde connaît en Suisse, sous le barrage, sort une rivière qui, à l'altitude de 1500 mètres, est à sec à peu près neuf mois par année.

On se propose, avec la bénédiction d'Energie Ouest Suisse, de capter encore quelques affluents de ce malheureux torrent qui autrefois était une noble rivière et de mettre sous tuyaux, pour les turbiner directement en plaine, quatre petits affluents de la Dixence, ce qui la rendra plus misérable encore. On craint évidemment de déplaire aux pêcheurs qui aimeraient bien pouvoir pêcher quelques poissons dans cette rivière. Le seul remède imaginé par les autorités, c'est de remettre en eau cette rivière pendant la période de pêche, et comme les poissons ne peuvent s'y reproduire naturellement puisqu'elle est sèche la moitié du temps, de la repeupler artificiellement de poissons qu'on aura achetés ailleurs. Autant dire que les pêcheurs pêchent de faux poissons! Je m'étonne d'ailleurs qu'ils tolèrent une telle situation. Je ne pense pas que des chasseurs apprécieraient le fait qu'on leur réserve un petit bois dans le Gros de Vaud où ils puissent aller chasser des lapins, des lamas ou d'autres animaux placés là pour qu'ils aient quelque chose à tuer!

La situation étant ce qu'elle est, cet arrêté fédéral étant urgent, nous devons nous donner le temps de mener, à l'égard des cantons de montagne qui, dans ce domaine, sont blessés dans leur fierté – ce que je peux comprendre – une politique qui leur rende leur fierté, leur dignité et la substance économique dont ils ont besoin et qu'ils croient pouvoir rattraper en détruisant les valeurs inestimables que la nature a conservées chez eux. Je rejoins parfaitement les

vues de mon compatriote Longet à ce propos et je crois, Monsieur Aliesch et Monsieur Schmidhalter, que nous devrions faire quelque chose de mieux que le régime actuel, véritable épicerie des subventions. Nous devrions faire une sorte de nouveau pacte fédéral. Quant à moi, en tant que citoyen, citoyen de la ville de Genève, je paierais volontiers plus cher mon électricité pourvu que vous, percevant des droits de concession supplémentaires, preniez le temps de considérer qu'il y va de l'intérêt national de préserver chez vous des biotopes qui, du fait de l'exploitation intensive en Suisse de la houille blanche, sont devenus rares, donc extrêmement précieux, c'est-à-dire d'intérêt national. Cet intérêt national c'est le vôtre, et c'est aussi le nôtre.

**Giger:** Am 20. August hat der Bundesrat in einer Pressemitteilung auf eine Bestandaufnahme von Kleinkraftwerken in der Schweiz hingewiesen. Von den noch rund 1000 in Betrieb stehenden Kleinkraftwerken bis zu 10 000 kW produzieren 300 Werke knapp zehn Prozent des hydroelektrisch erzeugten Stromes, was sicher sehr beachtlich ist. Der Bundesrat weist ferner darauf hin, dass Kleinkraftwerke eine wichtige Aufgabe in der lokalen und regionalen Stromversorgung übernehmen können. Dieser Ueberlegung muss ich beipflichten. So schreibt der Bundesrat: «In die Ueberlegung zur künftigen Energieversorgung werden im Rahmen der Modernisierung und Erneuerung bestehender Wasserkraftanlagen sowie eines massvollen weiteren Ausbaus unserer Gewässer auch Kleinwasserkraftwerke miteinbezogen.»

Als Vertreter eines gemeindeeigenen Werkes dieser Gröszenordnung fühle ich mich von diesem Bundesbeschluss direkt angesprochen. Die Befürchtung des Bundesrates, bis zur Inkraftsetzung des revidierten Gewässerschutzgesetzes könnte ohne diese Uebergangsregelung noch ein Run auf Konzessionen für Wasserkraftwerke stattfinden, könnten Konzessionen auf Vorrat gehamstert werden, vermag ich nicht zu teilen. Meine Erfahrung in der Erwirkung von Wasserrechtskonzessionen geht in anderer Richtung. Innerhalb von acht Jahren haben wir das zweite Konzessionsgesuch für die Erneuerung und massvolle Erweiterung – also ganz im Sinne des Bundesrates – anhängig. Ein solcher Konzessionserwerb ist selbst für Kleinkraftwerke langwierig und nervenaufreibend, d. h. der ganze Prozess mit allen ökologischen Fragen und den heute schon erforderlichen Abklärungen des Restwassers beansprucht Jahre. Bei grösseren Anlagen dürfte der zeitliche Aufwand noch grösser sein.

Aus diesen Ueberlegungen, im Hinblick auf den zeitlichen Aufwand und die schon heute geforderten – ich möchte aufgrund des Entwurfes sagen: übersetzten – Restwassermengen ist diese Uebergangsregelung meines Erachtens gar nicht notwendig. Kommt hinzu, dass gegen die Konzessionserteilung ein Verbandsklagerecht an den Bundesrat besteht. Bei uns im Kanton St. Gallen wurde davon bereits mit Erfolg Gebrauch gemacht.

Ein weiterer Punkt: Im Zusammenhang mit der zukünftigen Energiebeschaffung – zum Beispiel Ausstieg aus der Kernenergie – wird auf die Mehrproduktion durch die Erneuerung bestehender Wasserkraftwerke verwiesen.

Dass mit der Erneuerung alter Anlagen und der Konzessionserneuerung relativ hohe Restwassermengen gefordert werden, wird geflissentlich verschwiegen. Diese werden heute schon nach einer starren mathematischen Formel beurteilt, welche leider dem Einzelfall – wie Einsicht und Zugänglichkeit des Gewässers – nicht Rechnung trägt. Mehrproduktion durch Verbesserung des Wirkungsgrades und Restwasser können sich bei Kleinkraftwerken gerade die Waage halten. Mitunter können sie gar den Todesstoss für eine bestehende Kraftwerkanlage bedeuten. Diese Uebung wird deshalb in vielen Fällen zur Farce.

Nur beiläufig möchte ich erwähnen, dass durch die restwasserbedingte Einbusse an Leistung den Kantonen und Gemeinden wertvolle Erträge aus Wasserzinsen und Steuern verlorengehen. Diesem Aspekt wird vermutlich zu wenig Beachtung geschenkt. Ich gebe zu, dass bezüglich Restwas-

ser früher Fehler gemacht worden sind. Ich denke an die vielen trockenen Bachläufe verschiedenenorts in der Schweiz. Ich bin der Meinung, dass wir nun nicht von einem Extrem ins andere fallen dürfen.

Aufgrund meiner Ausführungen möchte ich Sie bitten, die Revision des Gewässerschutzgesetzes abzuwarten und vorläufig auf den Bundesbeschluss nicht einzutreten.

**Herczog:** Der Nichteintretensantrag, den ich ablehne, hat wenig mit föderalistischer Sorge, aber viel mit dem europäischen Stromgeschäft und mit der Verfilzung von öffentlichen und privaten Interessen zu tun.

Ich möchte dies an zwei Beispielen illustrieren: erstens an der Grimsel, Kanton Bern, Kraftwerk Oberhasli AG, wo neben der BKW unter anderem derart kleine und arme Regionen wie Basel-Stadt, Stadt Zürich und Stadt Bern beteiligt sind, zweitens am Kraftwerk Val Bercla, woran nur die EWZ der Stadt Zürich interessiert sind.

Beide Kraftwerke bringen praktisch nichts für die eigene Stromversorgung, sondern es geht einzig um das profitable Geschäft der Stromveredelung. 1985 gab der Verband der Schweizerischen Elektrizitätswerke der Öffentlichkeit kund, dass zusätzliche Pumpspeicherwerke – und hier handelt es sich um Pumpspeicherwerke – mehr ins Gewicht fallen werden, je grösser der zur Verfügung stehende Anteil nuklearer Grundlastenergie sein wird. Mit anderen Worten: Pumpspeicherwerke dienen als Zwischenlager für schlecht verwertbare Bandenergie aus den AKW. Das heisst etwa, dass mit billigem französischem Atomstrom – wir haben etwa 69 Prozent aus Frankreich importiert – Wasser in die Stauseen gepumpt und dann Spitzenenergie produziert und etwa nach Italien (50 Prozent) oder in die Bundesrepublik Deutschland (39 Prozent) verkauft wird. Dieses Stromgeschäft bringt jährlich etwas über eine halbe Milliarde Franken ein. Hier liegt der Kern des Nichteintretensantrags, und hier liegt auch der Hauptwiderspruch zu Erfordernissen des Umweltschutzes.

Das Grimselwerk soll die grösste Stromveredelungsanlage der ganzen Schweiz werden. Schon heute wird im Umwälzwerk Grimsel-Oberaar mit etwa 1400 Millionen kWh Wasser in den Oberaarsee gepumpt, und es werden nach Bedarf 1000 Millionen kWh Spitzenenergie produziert. Der Wirkungsgrad ist lediglich 70 Prozent; mit dem Ausbauvorhaben wird die Stromproduktion um höchstens 4 Prozent gesteigert. Mit der neuen Anlage soll die Pumpleistung verdoppelt werden. Resultat: 2 Milliarden kWh teure Winterenergie – zum Vergleich: das AKW Mühleberg produziert etwa 2,5 Milliarden kWh pro Jahr.

Val Bercla ist gar ein Schulbeispiel für eine Stromveredelungsanlage, wo es nur um die Tagesspitzenenergie geht. Das EWZ, also Stadt Zürich, der «Staat», ist ein sehr grosser Stromhändler: über ein Viertel der verfügbaren Energie des EWZ wird weiterverkauft. Die beiden Gemeinden Mulegns und Marmorera bei Bercla werden hingegen mit jährlich einer halben Million Franken abgespeist. Die strukturelle Lage dieser beiden Gemeinden aber ist noch offen. Uebrigens werden wir in der Stadt Zürich über diese Geschichte noch abzustimmen haben.

Fazit: Gerade weil der Bauentscheid eines Werkes von der festgelegten Restwassermenge abhängig ist und weil gerade auf einige Kantone kein Verlass ist – ich erinnere Sie an die Vollzugskrise beim Umweltschutzgesetz, beim Raumplanungsgesetz und der Raumplanungsverordnung oder der Umweltverträglichkeitsprüfung, wo verschiedene Kantone bis heute noch nicht einmal begriffen haben, worum es geht.

Zwischen 1982 bis 1985 sind Konzessionen ohne Restwasserauflagen abgegeben worden. Wir können nicht auf das Gewässerschutzgesetz warten. Wir müssen hier dieser Feuerhütung – sie ist leider eine –, diesem Bundesbeschluss zustimmen.

Zum Schluss: Die wichtige Frage wäre auch, ob diese Vorlage ausreicht und ob nicht das Gewässerschutzgesetz unvorteilhaft vorgespurt werde, im Sinne nämlich, dass das heutige Minimum dannzumal das Maximum wird.

Wir sind aber trotz allem heute auf Seite des Bundesrates, sozusagen auch als Abschiedsgeschenk für Herrn Bundesrat Schlumpf.

**M. Thévoz:** Je voterai, à titre personnel bien sûr, en faveur de l'entrée en matière sur ce projet d'arrêté, et je me permets de vous en exposer les raisons.

Dans notre pays, pauvre en ressources naturelles, notre légendaire houille blanche, fort heureusement renouvelable, nous assure une solide base de ravitaillement en énergie électrique. Il est donc naturel que face à l'augmentation continue de la consommation d'énergie l'on songe à tirer le profit maximum de nos ressources hydrauliques. Mais il convient de veiller au grain, et ce d'autant plus que la construction d'une nouvelle centrale nucléaire qui, quoi qu'on en dise, nous mettrait à l'abri de la pénurie menaçante et garantirait au mieux notre ravitaillement énergétique ne semble pas, dans l'état actuel des choses, être pour demain. Il n'est certes pas très agréable de devoir, par le biais de cet arrêté, restreindre quelque peu la marge d'appréciation des cantons en matière d'utilisation des cours d'eau, et je peux comprendre, dans une certaine mesure, ceux qui s'opposent à l'entrée en matière.

Je ferai deux remarques à ce propos. – Tout d'abord, je suis persuadé que les producteurs d'électricité rendus plus ingénieux par la nécessité pourront, grâce aux progrès techniques, tirer une plus grande quantité d'énergie d'un volume d'eau donné, sans abaisser toutefois le débit minimum des cours d'eau. – Il faut éviter d'autre part que les cantons ne soient tentés, dans la pesée des intérêts en cause, de se montrer par trop « coulants », si vous me permettez l'expression, en matière d'octroi de concessions.

Ceci dit, je voterai d'autant plus volontiers l'entrée en matière qu'à l'article 1er une majorité de la commission, composée pour une bonne part de collègues qui s'opposent pourtant à l'entrée en matière, fait une proposition qui se réfère expressément à la définition du débit résiduel minimum et non maximal comme indiqué par erreur sans doute dans le message du 29 avril 1987 concernant le projet de loi fédérale sur la protection des eaux. Cette formulation me paraît largement à même de calmer les appréhensions que suscite le projet d'arrêté.

Enfin, je voudrais faire une dernière remarque. En matière d'atteinte à l'environnement, je suis persuadé que la construction d'une nouvelle centrale nucléaire serait moins dommageable pour le milieu vital que l'obligation dans laquelle nous pourrions nous trouver de mettre nos cours d'eau à contribution de manière excessive, car les économies d'énergie – si nécessaires et souhaitables soient-elles – ne pourront pas renverser fondamentalement la situation. Il faudra bien, un jour ou l'autre, en tirer certaines conséquences et assumer pleinement nos responsabilités sous peine d'aggraver encore notre dépendance énergétique à l'égard de l'étranger.

**Rechsteiner:** Beim vorliegenden Bundesbeschluss über den Vorbehalt künftiger Restwassermengen handelt es sich um eine höchst interessengebundene Vorlage, bei der vor lauter Interessengebundenheit zuweilen vergessen wird, dass das Parlament eigentlich eine Volksvertretung darstellen sollte. Das Volk hat dem Verfassungsartikel 1975 mit erdrückender Mehrheit zugestimmt und gezeigt, dass es eine Restwasserregelung will. Diesem Willen müssen wir Nachachtung verschaffen. Das gilt auch für alle Kantone, mit Ausnahme des Kantons Wallis. Insoweit sind vielleicht die Walliser als einzige in einer besonderen Situation.

Die Interessengebundenheit ist schon in der Kommissionsarbeit auf sehr eindrückliche Weise zum Ausdruck gekommen. Man mag sich fragen, ob die SVP-Fraktion gut beraten war, ausgerechnet einen massiv direkt interessierten Kraftwerkverwaltungsrat als Kommissionspräsidenten zu ernennen. Und man mag sich die Frage stellen, ob hier nicht – um ein bekanntes Sprichwort abzuwandeln – vielleicht der « Biocher zum Gärtner » gemacht worden ist. Zu erinnern ist auch an Artikel 3quinquies Geschäftsverkehrsgesetz, der 1985

eingeführt worden ist, über die Offenlegung der Interessenbindungen. Dieser besagt, dass Ratsmitglieder, deren persönliche Interessen von einem Geschäft unmittelbar betroffen sind, auf die Interessenbindung hinweisen, wenn sie sich in einer Kommission oder im Rat äussern.

Es ist auffällig, dass dieser Hinweis bisher ausschliesslich von Personen befolgt worden ist, die nicht in Verwaltungsräten sitzen. Dagegen hat weder der Kommissionspräsident noch beispielsweise der Fraktionssprecher der CVP, bei dem ich annehme, dass er auch im Verwaltungsrat eines Kraftwerkes sitzt, es für nötig gehalten, einen entsprechenden Hinweis abzugeben.

Die Interessenbindung bei diesem Geschäft ist vor allem auch in der Rolle des Ständerates zum Ausdruck gekommen, welche leider nicht anders als traurig bezeichnet werden kann. Ich habe die Debatte im Ständerat persönlich verfolgt und dabei feststellen müssen, dass sich die Gegner des Bundesbeschlusses kaum bemüht haben, stichhaltig zu argumentieren. Sie waren einfach dagegen. Sie wussten, dass sie über eine solide Mehrheit verfügten, eine Mehrheit im Ständerat allerdings, nicht eine im Volk. Alle Kantone, mit Ausnahme des Kantons Wallis, haben dem Wasserwirtschaftsartikel mit der Restwasserregelung klar zugestimmt; im Ständerat ist hingegen eine ebenso klare Mehrheit gegen die Restwasserregelung zustande gekommen. Eine solche Divergenz kann nicht einfach so hingenommen werden. Das gilt ja auch für meinen eigenen Kanton St. Gallen. Das Volk hat 1975 klar ja gesagt; aber beide Ständeräte haben ebenso klar gegen diesen Bundesbeschluss gestimmt. Herr Giger, er betrifft ja nicht nur die Interessen der Wasserwirtschaft, die Interessen an der Energienutzung, sondern auch die ökologischen Interessen, die mit dem Volksentscheid unterstrichen worden sind.

Ein solches Verhalten des Ständerates stellt das Zweikammersystem in Frage. Ich glaube, dass die Rolle, die Bedeutung und das Gewicht des Ständerates im Gesetzgebungsverfahren dringend überprüft werden müssen, wenn die Mehrheit der im Majorzverfahren gewählten Ständeräte sich so um den an der Urne geäusserten Volkswillen füttern, ohne sich gross darum zu bemühen, stichhaltig und kohärent zu argumentieren. Was sollen Volksabstimmungen und Verfassungsartikel, wenn die ehrwürdigen Ständeherren – und nicht nur diejenigen aus den sogenannten « Wasserschlossern » – am Schluss dann doch tun, was sie wollen? Höhlt es nicht die demokratische Willensbildung aus, wenn eine so zusammengesetzte Kammer einfach jedes Gesetzgebungsverfahren nach Belieben blockieren kann?

Es ist mir klar, dass eine Mehrheit der Kantonsregierungen dem Bundesbeschluss im Vernehmlassungsverfahren keine Sympathie entgegengebracht hat. Massgebend dürfen aber nicht die mit der Elektrizitätswirtschaft vielfach verflochtenen Kantonsregierungen sein, massgebend muss der Volkswille und der Verfassungsartikel sein.

Noch ein Wort zu Herrn Aliesch: Wenn er gesagt hat, man solle den Kantonen, den Gliedstaaten, ihre Souveränität auf diesem Gebiet lassen, dann muss noch einmal festgestellt werden, dass das Volk eben gerade diese Frage entschieden hat. Das Volk hat vom Bund verlangt, er müsse eine Regelung treffen. Die Kantone können hier nicht mehr nach eigener Souveränität entscheiden. Die Frage des Föderalismus, der Kompetenzordnung, ist auf diesem Gebiet durch das Volk definitiv entschieden worden.

**M. Brélaz:** Nous devons, comme cela a été souligné par divers orateurs, faire preuve de solidarité avec les cantons de montagne, mais personnellement cela ne m'amène pas à la même conclusion que d'aucuns à cette tribune. Nous devons en effet accepter l'entrée en matière, en ne tenant pas compte de considérations juridiques particulièrement discutables ni en arguant du fait qu'une loi soit en préparation. Il faut considérer le problème objectivement. Dans les cantons de montagne, un certain nombre de gens, parfois sous l'influence des compagnies d'électricité, sont extrêmement enclins, afin d'accroître leurs ressources financières, à laisser faire un peu n'importe quoi, ce qui peut avoir des

conséquences assez graves. Ces cantons se trouveront ainsi placés dans une situation telle qu'ils pourraient être perdants sur un autre point important de leur économie, à savoir le tourisme. En effet, les touristes sont de plus en plus exigeants quant à la qualité de l'accueil, mais aussi quant à la qualité de l'environnement. Or, pour les cantons de montagne, il n'est pas indifférent que les touristes se mettent à les bouder en constatant les atteintes à la nature dans ces cantons. En ce sens, c'est leur rendre service que d'imposer maintenant, puisqu'ils n'ont hélas pas su le faire eux-mêmes, des débits minimums en matière de cours d'eau. Il faut aussi se rendre compte que ces cantons ont des aspirations légitimes, sur le plan financier. S'ils sont désireux de gagner quelque argent supplémentaire, c'est souvent que leur situation est critique. C'est pourquoi, à mon avis, nous devrions augmenter encore, dans un avenir très proche, les redevances sur les droits d'eau, quitte à ce que le courant coûte un demi-centime ou un centime de plus.

Ce nouveau «pacte fédéral», si j'ose dire, conclu entre les gens de la plaine et les gens de la montagne, consiste à ménager non seulement les intérêts financiers légitimes des cantons de montagne en sauvegardant leur économie future d'origine touristique, mais aussi les intérêts légitimes des gens de la plaine dans leur désir de trouver encore une nature à peu près préservée.

En effet il faut savoir que si l'on bétonne à qui mieux mieux et si l'on met tout dans des canalisations, si l'on ne fait plus rien passer dans les rivières, il y aura des problèmes pour le tourisme et parfois, par des réalisations annexes, il peut même y avoir des problèmes en cas de fortes pluies. Cela a d'ailleurs été démontré récemment.

C'est pourquoi il nous semble indispensable d'agir aujourd'hui pour le bien de chacun, d'entrer en matière et d'accepter cet arrêté.

**M. Candaux:** Nous apprenions, dans notre jeune âge, que notre pays était le château d'eau de l'Europe et notre richesse la houille blanche, autrement dit l'électricité. Il semblait aussi que nos réserves étaient assurées pour l'éternité.

Avec l'augmentation constante de la consommation d'électricité, et malgré l'apport important des centrales nucléaires – plus de 30 pour cent de la consommation actuelle – l'avenir est loin d'être garanti.

Il y a deux ans déjà, je me suis opposé à la motion d'urgence déposée par M. Loretan, et le Conseil national l'avait alors acceptée sous forme de postulat. Certains postulats restent un temps plus ou moins long dans les tiroirs des départements concernés. Cela ne semble pas être le cas de celui-ci, et je suis surpris de constater la hâte du Conseil fédéral à légiférer en la matière.

Je conviens que nous sommes tournés vers l'écologie et que, de plus en plus, nous prêtons à ces problèmes une oreille plus qu'attentive. Toutefois, on sait que ce sera une perte, autrement dit une diminution du quart de la production d'énergie électrique et une atteinte grave à l'économie hydraulique, alors que la constitution prévoit expressément qu'il faut tenir compte de notre pauvreté en combustible fossile. L'exploitation des forces hydrauliques est donc un atout précieux, particulièrement à notre époque.

Actuellement déjà, la sauvegarde des cours d'eau est subordonnée au respect de nombreuses exigences découlant du droit cantonal et de la loi fédérale sur la pêche.

En outre, nous votons des crédits importants pour la recherche, et les Ecoles polytechniques fédérales, en relation avec l'industrie, améliorent sans cesse le rendement des turbines. De plus, quantité de droits d'eau anciens ont disparu et les concessions ont été annulées.

Malgré cela et malgré certains articles rassurants contenus dans le message 87.036 concernant l'initiative populaire pour la sauvegarde de nos eaux et la révision de la loi fédérale sur la protection des eaux, notamment ses articles 34 et 35, nous voudrions obtenir des garanties au sujet des prélèvements des eaux en faveur des maraîchers et de l'agriculture.

En conclusion, l'utilité des règles nouvelles figurant dans la loi n'est, à mon avis, pas démontrée, et la précipitation du Conseil fédéral n'est pas justifiée. C'est pourquoi je vous prie de refuser cet arrêté fédéral sur les débits minimums. Ce matin encore, il suffit de constater la hâte avec laquelle le WWF et le mouvement Greenpeace ont distribué des tracts, devant le Palais fédéral, pour comprendre la véritable nature du projet que nous examinons.

**Röthlin:** Zuerst eine Vorbemerkung zu Herrn Rechsteiner zum Vorwurf an unseren Fraktionssprecher Theo Fischer. Der grösste Teil in diesem Saal zieht es bestimmt vor, wenn Fachleute referieren statt Ideologen, die sich einbilden, von der lebensnotwendigen Elektrizitätswirtschaft etwas zu verstehen! Ich bin nicht Verwaltungsrat eines Elektrizitätswerkes, sondern bis Ende Mai Besitzer eines ganz kleinen Kraftwerkes.

Bis jetzt wurde der vorliegende Bundesbeschluss in allen Farben charakterisiert, vor allem in der politischen Modefarbe grün. Noch wenig wurden die Folgen bei einer Annahme aufgezeigt. Es wurde nicht dargelegt, welche drastischen Vorschriften bereits in Rechtskraft sind. Es ist nicht so, dass weiterhin die Möglichkeit besteht, Konzessionen ohne Festlegung angemessener Restwassermengen zu erteilen. Im Gegenteil, es bestehen bereits heute bundesrechtliche Vorschriften, die bezüglich Restwassermengen von den Kantonen einzuhalten sind. Das seit Januar 1985 in Kraft stehende Umweltschutzgesetz verlangt für grössere und neue Anlagen die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung, die den Behörden eine umfassende Interessenabwägung ermöglicht.

Es ist daran zu erinnern, dass für ein Wasserkraftwerkprojekt, für den Konzessionserwerb, für die Durchführung der UVP und das Genehmigungsverfahren mindestens vier bis fünf Jahre benötigt werden. Es ist deshalb auszuschliessen, dass quasi vor Torschluss noch viele Wasserrechtskonzessionen erworben werden können. Der Bundesrat bestätigt ja selbst, dass kein Konzessionsboom bevorsteht.

Es ist fachlich in keiner Weise gerechtfertigt und deshalb unnötig, einen gewissermassen notrechtlichen Konzessionsstopp zu verfügen. Sämtliche Bergkantone, die ich übrigens 16 Jahre in diesem Rat vertreten durfte, sind deshalb gegen diesen Bundesbeschluss.

Noch einige energiewirtschaftliche Aspekte. Dieser Bundesbeschluss ist auch energiewirtschaftlich widersinnig, namentlich aus zwei Gründen.

1. Er verhindert die erwünschte Modernisierung bestehender Wasserkraftwerke. Es gibt verschiedene Projekte mit einer Energieproduktion in der Grössenordnung von über einer Milliarde kW, die unter dem Gesichtspunkt des Umweltschutzes tragbar sind.

2. Er verhindert den Bau neuer Speicheranlagen zur Umlagerung von Sommer- auf Winterenergie. Es gibt neuere Projekte, die zu keiner Umlagerung in der Grössenordnung von bis zwei Milliarden kW führen. Diese Projekte, die auch vom Landschaftsschutz her vertretbar sind, sind energiewirtschaftlich dringend notwendig, weil sie Winterenergie erzeugen und nicht verwerflich sind, wie Sie meinen, Herr Herzog; denn die Spitzenenergie haben wir dringend nötig. Sollte sie fehlen, würde schlussendlich auch der Kochherd Ihrer Frau lahmgelegt.

Zusammengefasst entsprechen diese einheimischen, erneuerbaren Energiequellen einer Energieproduktion etwa eines halben Kernkraftwerks.

In Anbetracht der in absehbarer Zeit erwarteten Stromknappheit soll die Erteilung von Konzessionen nicht auf unbestimmte Zeit blockiert werden. Nach Ausschöpfung des Sparpotentials muss jede Kilowattstunde, die im Inland aus erneuerbaren Energiequellen nicht erzielt wird, anderweitig – das heisst aus dem Ausland – beschafft werden.

Ich empfehle Ihnen deshalb, nicht auf diesen Bundesbeschluss einzutreten.

**Loretan:** Ich bekenne mich in meiner Eigenschaft als Präsident der Schweizerischen Stiftung für Landschaftsschutz

zur Urheberchaft dieser für viele mühsamen «Uebung». Ich darf Ihnen verraten, dass ich seinerzeit in der ersten Session dieser Legislatur meine Motion mit der Zielsetzung eines befristeten Konzessionsstopps (mit Ausnahmenvorbehalt) nicht leichtfertig eingereicht habe. Es war kein «Schuss aus der Hüfte», sondern eine wohlüberlegte, vorbereitete und nötige Aktion; sonst hätte sie wohl kaum die Unterstützung von 44 Kolleginnen und Kollegen aus fast allen Fraktionen gefunden.

Ich war mir im klaren darüber, dass der Weg lang und hart sein würde. Das hat sich bewahrheitet. Der Weg war lang: erst in der Sommersession 1985, kurz vor dem Verfall der Motion, wurde sie als Postulat überwiesen. Es grenzt an ein Wunder, dass der Bundesrat fast zwei Jahre später eine Vorlage herausbrachte, was bei überwiesenen Postulaten sonst nicht üblich ist – zwei Monate allerdings nur vor der Botschaft zur Volksinitiative «zur Rettung unserer Gewässer» und für die Revision des Gewässerschutzgesetzes. Dennoch danke ich vor allem Herrn Bundesrat Schlumpf. Besser spät als gar nie! Hätte das ganze Prozedere aber nur die halbe Zeit gedauert, wären uns einige Probleme in der Argumentation für diesen Bundesbeschluss erspart geblieben.

In der Zeit seit Einreichung meiner Motion – in den letzten vier Jahren also – sind einige Konzessionen ohne oder mit ungenügenden Restwasserauflagen (unter 50 Sekundenlittern) erteilt worden, dies laut Ausführungen eines hohen Vertreters der Bundesverwaltung in der ständerätlichen Kommission. Ich nenne Ihnen Beispiele, wie sie gestern hier verlangt wurden:

– das Laggintal im Kanton Wallis; das Projekt wurde unter anderem wegen dieser ungenügenden Auflagen bis zum Bundesrat angefochten;

– das Münstertal im Kanton Graubünden;

– das Kraftwerk Langwies mit Einbezug von Fondei und Sapüntal;

– 1987 erteilte der Staatsrat des Kantons Wallis für die Nutzung einer Reihe von Bächen eine fischereirechtliche Bewilligung vor der eigentlichen Konzessionierung. Es sind dagegen Beschwerden beim Walliser Verwaltungsgericht hängig, weil die umschriebenen Restwassermengen den Schutzorganisationen zu gering, den Gemeinden und Geschstellern dagegen zu hoch sind.

Fazit: Die Tendenz zur Uebernutzung gerade kleinerer Gewässer in landschaftlich wertvollen Gebieten ist akut vorhanden. Der nationalrätlichen Kommission lag eine Liste von 25 «konzessionsträchtigen» Vorhaben vor.

Der Weg seit Einreichung meiner Motion war hart: Die geschlossene Opposition der Gebirgskantone zeichnete sich bereits im Juni 1985 hier ab, erst recht im Vernehmlassungsverfahren und dann in der Begleitmusik von Gipfelkonferenzen der Gebirgskantone. Ich vermeide bewusst den Ausdruck «Alpen-OPEC», weil ich ihn unschön und herabwürdigend finde. Sie kam auch zum Ausdruck in der Debatte im Ständerat, die hochstehend, aber für mich im Resultat enttäuschend war. Die Debatten in unserer Kommission, mit eingebauten Verzögerungszündern, zeugten ebenfalls davon, und auch heute ist der Widerstand manifest. Die Argumente gegen diesen Bundesbeschluss, die vordergründig kraftvoll anmuten mögen, fallen bei näherem Zusehen in sich selber zusammen, vor allem das Argument der fehlenden Verfassungsmässigkeit. Wenn irgendwo in Artikel 24bis der Bundesverfassung dem Bund eine umfassende, abschliessende Kompetenz gegeben ist, dann sicher auf dem Gebiet der Restwassermengen. Eine unbefangene Lektüre und die Auslegung nach der Methode des vernünftigen Normalbürgers kann gar kein anderes Resultat zeitigen – Gutachten hin oder her!

Ein weiteres Argument lautet, es bestünden bereits genügende gesetzliche Regelungen; man renne offene Türen ein (dieses Argument wurde gestern beispielsweise bezogen auf das Fischerei- und auf das Natur- und Heimatschutzgesetz von Kollege Schmidhalter vorgebracht). Diese Bundesgesetze wirken auf unserem Gebiet eben nur sektoriell. Wie soll denn das Fischereigesetz, das nur Fischgewässer im

Auge hat, hochgelegene Wasserfälle und Bachläufe schützen? Genau diese Gewässer sind es, welche unsere Postkartenlandschaften in den Touristikkantonen prägen!

Ein drittes Argument, wonach die Kantone schon zum Rechten sehen würden, will ich für die Zukunft nicht absolut bestreiten. Die Vergangenheit zeigt aber etwas anderes. Zu eng sind eben die Interessenverflechtungen, wenn es um die Ausnützung der «weissen Kohle» geht. Ohne Druck der Schutzorganisationen mit Beschwerden und mit Aktionen ginge es in der Regel nicht. Wiederum kann ich die Beispiele Laggintal und Münstertal nennen.

Eintreten ist unumgänglich, geht es doch darum, «die Stalltüre zu schliessen, bevor die letzten Pferde auch noch gestohlen sind». Persönlich bin ich für die Variante Bundesrat/Kommissionsminderheit. In meiner Fraktion der FDP hatte allerdings unter den gegebenen Verhältnissen – wir sind noch nicht alle Landschaftsschützer bei den Freisinnigen – nur gerade die Version der Kommissionsmehrheit eine Chance. Das habe ich einsehen müssen.

Mir ist der Blochersche Spatz in der Hand lieber als die bundesrätliche, schöne Taube auf dem Dach. Dies sage ich mit einem Seitenblick auf die zweite Runde im Ständerat. Beide Räte sollten eines nicht vergessen: die Signalwirkung ihrer Beschlüsse. Wir stehen vor einer hochpolitisierten Materie. Die Bevölkerung im ganzen Land – auch in den Gebirgskantonen – wartet auf ein Zeichen. Setzen wir es!

**Frau Mauch:** Anlässlich der Diskussion über die Wasserzinsregelung 1985 hat sich unsere Fraktion sehr entschieden für die Interessen der Bergkantone eingesetzt. Wir stehen nach wie vor zur Forderung, dass den Bergregionen aus der Nutzung der Wasserkraft eine wirtschaftlich gerechte Abgeltung zukommen muss. Mit unserer Unterstützung jener Wasserzinsvariante, welche den Bergregionen am meisten gebracht hätte, haben wir aber ganz klar den Standpunkt vertreten, dass wir als Gegenleistung von den Bergkantonen ein deutliches Bekenntnis zum Schutz noch unbelasteter Naturlandschaften erwarten. Eigentlich kann man sich nur wundern über die etwas unheilig anmutende Allianz zwischen der Elektrizitätswirtschaft und den Bergregionen, die sich hier darstellt, nachdem letztere von der ersteren während Jahrzehnten schamlos ausgenutzt worden sind. Noch heute wird Bergwasser in viel Geld umgewandelt, welches ebenso hurtig wie Wasser in die wirtschaftlich starken Regionen im Flachland abfließt. Beispielsweise wird der Bergwasserstrom immer noch überwiegend im reichen Mittelland versteuert.

Herr Kommissionspräsident Blocher und Herr Röthlin haben erklärt, es werde künftig Mangel an Elektrizität geben, und dieser Mangel müsse gedeckt werden. Ein allfälliger künftiger Strommangel wäre aber nichts anderes als ein gründliches Versagen unserer energiepolitischen Stromnachfragebeeinflussung. Daran sind in diesem Rat all jene schuld, die sich seit Jahren vehement gegen ein Stromspargesetz wehren; dazu gehört der Kommissionspräsident selber auch.

Herrn Schmidhalter möchte ich zu bedenken geben, dass die Restwasserregelung denn doch mehr ist als ein Entscheid über ein paar Liter mehr oder weniger Wasser in einem felsigen Bachbett. Ich bin sicher, dass Herr Schmidhalter, vor allem auch als Walliser, ein viel umfassenderes Naturverständnis hat, als er hier dargestellt hat. Es wird immer wieder darauf hingewiesen, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung, die ja jetzt für neue Wasserkraftwerke durchgeführt werden müsse, das Restwasserproblem löse. Aber: Die Umweltverträglichkeitsprüfung muss sich auf gültige Normen bezüglich angemessener Restwassermenge abstützen können. Die Beurteilung der Restwassermengen ist abhängig von diesen gültigen Normen. Gerade wegen der Umweltverträglichkeitsprüfung ist es so wichtig, dass wir möglichst rasch Restwassermengenvorschriften haben. Ich bitte Sie, der Vorlage des Bundesrates zuzustimmen; ich bitte vor allem auch, Herrn Bundesrat Schlumpf diese Zustimmung als Abschiedsgeschenk zu machen.

**Chopard:** Zur Interessenbindung: Ich bin nicht in einem Verwaltungsrat der Elektrizitätswirtschaft, ich bin überhaupt

in keinem Verwaltungsrat. Ich bin Präsident der Schweizerischen Aktionsgemeinschaft zum Schutze der Flüsse und Seen.

Nun zur Sache. Natürliche und intakte Flussläufe mit einer ausreichenden Wassermenge haben zwar ausser für die Fischer keinen grösseren materiellen Wert, aber dafür ist der Wert für die Natur um so höher. Darum werden – nicht nur bei uns, bei der Aqua viva und weiteren Kreisen – die Flüsse als ein durch nichts zu ersetzendes Gut eingestuft. Sobald man sich über die Menge der Restwasser einigen will oder könnte – und ich meine, das müssen wir können –, sollte daher einer diesbezüglichen Aenderung des Gewässerschutzgesetzes eigentlich nichts im Wege stehen.

Zur Vorlage selber: Natürlich liegt die Frage nahe, weshalb der Bundesrat hier so konsequent einen relativ harten, landschaftsschonenden Kurs verfolgt. Die Antwort ist nicht schwer zu finden. Er tut das nicht nur aus richtigen umweltpolitischen Ueberlegungen, sondern primär deshalb, weil er handeln muss. Ich weiss, dass ich mit dieser Meinung einmal mehr nicht gleicher Meinung bin mit Kollege Fischer-Sursee, der gestern gesprochen hat. Ich hoffe, Herr Fischer nimmt es mir auch diesmal nicht übel. Es ist doch merkwürdig, wie manchmal in unserem Land klare Verfassungsaufträge auf die leichte Schulter genommen oder gar ignoriert werden. Sie haben es mehrmals gehört: Seit 1975 hat der Bund die Pflicht, Vorschriften über die Sicherung angemessener Restwassermengen zu erlassen. Nun will der Bundesrat das tun, weil er es muss. Nach meiner Meinung ist das, was der Bundesrat vorschlägt, keineswegs eine willkürliche Anmassung, sondern die Erfüllung eines Verfassungsauftrages. Das ist doch das Wesentlichste an der ganzen Vorlage. Wir als Parlament haben die Pflicht, darüber zu wachen, dass Verfassungsaufträge nicht unterlaufen werden. Wir müssen deshalb den Bundesrat unterstützen und auf die Vorlage eintreten. Wir haben im Grunde genommen gar keine andere Wahl. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

**Rubi:** Herr Schmidhalter wird heute sicher in sein geliebtes Wallis zurückkehren, aller Voraussicht nach durch das Kanderatal, wo sich ihm noch eine recht hübsche Flusslandschaft darbietet. Das ist der Weitsicht jener Männer und Frauen zu verdanken, die sich vor über 20 Jahren im «Bund für die Erhaltung der oberländischen Gewässer» zusammenschlossen und die Bestrebungen der BKW beerdigen konnten.

Ich beurteile die Restwassermengen etwas aus der Sicht des Tourismus. Wir sprechen immer wieder von unserem Fremdenverkehrsland, von seiner Einzigartigkeit und Vielfältigkeit. Dazu gehört eine möglichst intakte Landschaft, in die auch die Gewässer einzubeziehen sind. Deshalb bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten.

**Columberg:** Am Schluss dieser sehr langen und heftigen Debatte gestatte ich mir noch eine Bemerkung, und zwar nicht zur Vorlage, sondern zur Form der Debatte. Denn zur Sache kann ich lediglich mit grosser Befriedigung feststellen, dass sich kein Mensch gegen eine vernünftige Restwassermenge gewandt hat.

Im Laufe der Debatte sind aber sehr schwerwiegende Vorwürfe an die Adresse der Bergbevölkerung, der Vertreter und der Regierungen der Bergkantone gemacht worden. Sind diese Regierungen denn so verantwortungslose Leute, wie dies gestern und heute in diesem Rat behauptet worden ist? Die Vorwürfe sind ungeheuerlich, auch die massiven Anschuldigungen an den Ständerat. Wenn es wirklich so schlimm wäre, müssten die Bundesbehörden sofort intervenieren und diese Regierungen absetzen. Auf dieser Grundlage ist eine erspriessliche bundesstaatliche Zusammenarbeit ausgeschlossen. Ich muss deshalb diese Anschuldigungen in aller Form zurückweisen. Die Angeschuldigten sind sich ihrer Verantwortung bewusst und versuchen, ihr Möglichstes zu tun.

**Bühler-Tschappina:** Ich möchte hier deutlich zum Ausdruck bringen, dass ich absolut einverstanden bin, dass die Rest-

wassermengen zukünftig besser auf Natur-, Umwelt- und Landschaftsschutz abgestimmt werden sollen, als dies bei einzelnen Werken, die gebaut wurden, der Fall war. Ich würde darum beim Gewässerschutzgesetz einer Erhöhung der Restwassermengen gegenüber heute auf jeden Fall zustimmen.

Andererseits habe ich aber grosse verfassungs- bzw. staatsrechtliche Bedenken gegenüber dem uns vom Bundesrat unterbreiteten Vorschlag, aber auch gegenüber dem Vorschlag der Kommission, der immerhin an einer Höchstgrenze an Restwasser für die in der Zwischenzeit konzessionierten Werke festhält. Wenn diese Art von Gesetzgebung Schule machen sollte und wir auch bei anderen Gesetzen künftige gesetzliche Regelungen vorzubehalten beginnen, dann graut mir vor der Unsicherheit und der Unübersichtlichkeit, der wir entgegengehen.

Zudem ist dieser Beschluss ein absoluter Misstrauensausdruck gegenüber den Kantonen. Auch die Kantone nehmen die Frage des Landschafts- und Umweltschutzes ernst. Sie sind es ja, die alle Gesetze, die wir hier schaffen, vollziehen müssen. Ich glaube an die Qualitäten des Föderalismus und stehe zu diesen. Darum vertraue ich den Kantonen.

Noch einige Bemerkungen zu hier gefallenem Voten: Herr Kollega Bundi hat ausgeführt, normale Wasserläufe könnten nur noch durch die Anrufung des Bundesgerichtes sichergestellt werden. Ich stelle immerhin fest, dass für die letzte grössere Konzession, die im Kanton Graubünden erteilt wurde – es handelt sich um die Albula-Landwasserkraftwerke –, von der Regierung Restwassermengen festgesetzt wurden, die von den Natur- und Landschaftsschutzorganisationen offenbar als genügend erachtet wurden. Sie haben jedenfalls das Bundesgericht in Lausanne nicht angerufen. Das zeigt, dass die Bündner Regierung die Restwasserfrage offenbar vernünftig, also im Sinne der heutigen Erkenntnisse, handhabt. Ich finde es auch nicht rühmlich, wenn man die Kantonsregierungen auf die Anklagebank setzt, ohne dass diese die Möglichkeit haben, sich zu wehren.

Zu Herrn Rechsteiner: Sie haben offenbar noch nicht gemerkt, dass ein Kommissionspräsident gewissermassen «kaltgestellt» ist, Sie müssen nämlich froh sein, dass wir Herrn Blocher zum Präsidenten und nicht einfach zum Mitglied gemacht haben. Uebrigens: Wie war es denn letzte Woche mit Herrn Clivaz?

Unsere Fraktion hat – wie der Fraktionsprecher gestern dargelegt hat – grossmehrheitlich Zustimmung beschlossen. Ich persönlich werde mich der Stimme enthalten, weil ich für grössere Restwassermengen bin und auch die Verfassungsmässigkeit anerkenne. Diese Art der Gesetzgebung missfällt mir derart, dass ich nicht zustimmen kann.

**Dirren:** Eigentlich wollte ich mich in dieser Debatte nicht äussern, weil ich als Delegierter des Kantons Wallis im Verwaltungsrat der Grande Dixence und der Dala-Kraftwerke sitze und dabei nicht nur die energiepolitischen und finanziellen Angelegenheiten, sondern auch die umweltschützerischen Probleme berücksichtigen muss. Dies zur von Herrn Rechsteiner verlangten Offenlegung der Interessenbindungen.

Viele Votanten – ich glaube, die meisten – haben sich für eine Restwassermenge ausgesprochen. Alle Redner bekennen sich zur Verantwortung gegenüber einer lebenswerten Umwelt. Es gibt aber eine ganze Gruppe, die neben den Schuhen läuft, und an diesem Rednerpult alle erdenklichen theoretischen, demagogischen und wahlpolitischen Gründe ins Feld führt, um ihren Wählern zu gefallen. Vielen geht es nicht um ehrliche Vorbehalte.

Herr Maeder spricht von einer Verfilzung. Diese Verfilzung finde ich eher bei den «grünen Extremisten». Wenn Kantone und Konzessionäre – zum Beispiel die NOK, die EOS, die BKW oder der Innerschweizerische Verbund – es ernst meinen, dann ist es eine Unterschlebung, ihnen verfehlte Energie- und Umweltpolitik anzulasten. Diese Kantone und Institutionen, d. h. die Träger derselben leben in echter Sorge um die Energieknappheit und suchen nach tragfähigen Alternativen.

Herr Carobbio, wenn Sie einen Ausbau der Wasserkraft energiepolitisch als für nicht notwendig erachten und das Sparen propagieren, dann wissen Sie wie ich, dass all die Opponenten gegen AKW, Besetzer dieser Gelände, Vertreter von Organisationen verschiedenster Art, sobald sie zu Hause angekommen sind, unverfroren Licht, Wärme, Fernsehen usw. benützen und sich dabei nicht mehr an ihre Voten erinnern.

Eine Abwägung materieller gegen ideelle Interessen muss immer gemacht werden. Herr Aregger, je nach zu behandelnder Vorlage wird sie anders ausgelegt. Herr Rebeaud und andere sind bereit, für die Energie mehr zu bezahlen, aber nur bis diese Vorlage hier begraben ist, später erinnern sie sich kaum mehr an diese hier geäusserte Bereitschaft. Die Debatte über die Erhöhung der Wasserzinse hat ein deutliches Bild gezeigt. Damals sprach man von Unverhältnismässigkeit; heute beim Ausbau der eigenen Ressourcen spricht man von einem Ausbeuten der Natur. Herr Oester, wir wissen alle, dass Wasser Leben bedeutet, aber man möchte auch in den Bergregionen weiterhin leben. Oder wollt Ihr, dass diese Leute vermehrt aus den Berggebieten wegziehen und sich in den Problemstädten der grossen Agglomerationen niederlassen? Die Bergkantone handeln nicht verfassungswidrig. Ihre Aussage war verletzend, wenn man weiss, dass sie sich um ehrliche, angepasste Lösungen bemühen. Sie überspannen den Bogen, wenn Sie sagen, es sei ein politischer Skandal. Auch Herr Bundi übertreibt, wenn er sagt, die Bevölkerung sei nicht gleicher Meinung wie die Regierung. Sie wie ich wissen, dass Konzessionsgesuche den Urversammlungen vorgelegt werden. Herr Loretan, das Beispiel der erweiterten Grande Dixence zeigt deutlich, dass in allen Gemeinden Verhandlungen geführt und diese durch die Urversammlungen auch abgesegnet wurden.

Wenn der Bundesrat und verschiedene Organisationen heute morgen von einem kurzfristigen Boom gesprochen haben, wissen sie kaum, wie das Prozedere in Tat und Wahrheit läuft. Es ist zeitaufwendig. Wir streiten nicht um die Zahl der möglichen Gesuche, denn einzelne eliminieren sich selbst. Herr Bundesrat Schlumpf hat an seinem Parteitag die energiepolitischen Prioritäten aufgezeigt und erwähnt, dass sich energiepolitische Ziele weiterhin am Sparen, Substituieren, Forschen und in der Sicherung der Landesversorgung zu orientieren haben. Hohe Bundesbeamte säen Zweifel, wenn sie erwähnen, zwischen 1981 und 1985 seien verschiedene Konzessionen erteilt worden, ohne dass man die Restwassermengen festgelegt hätte. Diese Beamten sollten ihre Beispiele beim Namen nennen.

Wenn wir aber diese erwähnten energie- und umweltpolitischen Ziele bejahen, sehe ich kaum ein, dass einheimische Ressourcen mit allen Mitteln von Bundesratsseite unterdrückt werden. Der Bundesrat und die Kommissionsmehrheit setzen sich mit diesem Beschluss über die verfassungsmässige Verfügungshoheit hinweg, die die Verfassung den Kantonen über ihre Gewässer gewährt. Ich und viele andere haben rechtspolitische Bedenken, wenn hier eine Einzelfrage herausgepickt wird. Dem ausgearbeiteten Entwurf werden rechtliche Mängel nachgesagt, denn in Absatz 2 wird auf das künftige Gewässerschutzgesetz hingewiesen, so erhält die Botschaft einen fraglichen Rechtscharakter. Die Verfassung verlangt in jedem Falle eine konkrete Interessenabwägung und deshalb können Restwassermengen unterschiedlich sein. Eine Gleichschaltung ist verfassungswidrig und führt zu schwierigen Verfahrens- und Vollzugsproblemen. Wenn der WWF in einem Schreiben an uns Ständeräte und Nationalräte schreibt: «Die momentane Praxis zeigt, dass die Behörden der Gebirgskantone keine genügenden Restwassermengen vorsehen. Viele projektierte Wasserfassungen nehmen die zeitweise Trockenlegung ganzer Gewässer auch mit in Kauf .....», muss ich dem entgegenhalten, dass Artikel 24 BV wie auch Artikel 54 EWRG heute die Pflicht auf Restwassermengen beinhalten. Es gibt zusätzlich die Umweltverträglichkeitsprüfungen, die verschiedentlich zum Tragen kommen, und in den Entscheidungen werden diese Restwassermengen quantifiziert. Ein Bei-

spiel, das hier schon aufgeworfen wurde: die Nutzbarmachung des Blinnbaches bei Reckingen. Das Restwasserproblem wurde in rechtlicher und tatsächlicher Hinsicht für alle Beteiligten zufriedenstellend gelöst. Das Problem des Laginbaches, Herr Loretan: Das Verwaltungsgericht des Kantons Wallis hat selber diese Restwassermengen erhöht, und gegenwärtig liegen die Diskussionen beim Bundesgericht. Kantone und Energiegesellschaften sind heute objektiver und sensibilisierter als extreme, theoretisch ausgerichtete Umweltpropheten. Sie suchen den Kompromiss zwischen finanziellen, energiepolitischen und ökologischen Erfordernissen.

Deswegen und weil 1975 das Walliser Volk diesen Wasserwirtschaftsartikel abgelehnt hat, wissen wir, dass gebrannte Kinder das Feuer fürchten. Heute haben wir den neuen Beweis: Unterstützung des Berggebietes und Ausgleich für die benachteiligten sozioökonomischen Regionen wird immer nur gepredigt und auf andere spätere Vorlage verwiesen. Wenn man sie aber behandelt, hat man diese guten Absichten von früher bereits vergessen.

Wir wissen, dass der Bundesrat in seinen Massnahmen für das Berggebiet nie so schnell gehandelt hat wie bei diesem Bundesbeschluss. Wenn es ihm also ernst ist um das gesamte Problem, bringt er die Botschaft, die Revision des Gewässerschutzes zügig zur Beratung und verzichtet auf diesen Bundesbeschluss. Wir sind für einen quantitativen und qualitativen Schutz und haben auch für die touristischen Anliegen die Augen offen. Wir wollen einen sinnvoll abgewogenen, praktischen Schutz der Fliess- und anderer Wasser.

Ich bitte Sie deshalb, auf diese Vorlage nicht einzutreten.

**M. Rebeaud:** En tant que professionnel permanent et salarié du WWF, je me dois d'apporter une rectification et un démenti aux propos tenus imprudemment par M. Candaux, tout à l'heure. Le projet dont nous débattons n'est pas dû au WWF ni à Greenpeace mais au Conseil fédéral et le vilain écologiste que vous accusez est M. Schlumpf et non pas le WWF.

Par ailleurs, je peux vous assurer, et j'espère que vous me croirez de bonne foi, qu'à ma connaissance, M. Léon Schlumpf n'est pas membre du Conseil de fondation du WWF ni, que je sache, tireur de ficelles des commandos de Greenpeace.

**Bundi:** Bei allen Emotionen, die bei dieser Diskussion hochkommen können, sollte man die Sache selber nicht aus dem Auge lassen. Es ist hier schon unterstellt worden, man spräche den kantonalen Regierungen – insbesondere den Regierungen der Bergkantone – die Legitimation ab, sich zu dieser Frage zu äussern. Dem ist absolut nicht so. Die Vernehmlassungen der Bergkantonsregierungen haben wir zur Kenntnis genommen, aber ich habe in meinem Votum bereits gesagt, dass diese Vernehmlassungen die Meinung der gesamten Bevölkerung der Bergkantone nicht vollständig widerspiegeln. Diese Auffassung kann auch mit anderen Beispielen belegt werden. Wir hatten im Kanton Graubünden zum Beispiel eine Abstimmung über die Durchführung einer Olympiade. Die Bevölkerung des Kantons sprach sich grossmehrheitlich dagegen aus, obwohl die kantonale Regierung und andere Behörden die Vorlage sehr stark unterstützt hatten. Das Beispiel zeigt, wie ausgeprägt die Empfindlichkeit, das Gewissen hinsichtlich Umweltschutz und Naturschutz in weiten Teilen der Bergbevölkerung vorhanden sind. Gegenteilige Vorwürfe, wie sie heute von Kollege Bühler-Tschappina gemacht worden sind, muss ich zurückweisen.

**Blocher, Berichterstatter:** Es ist natürlich verlockend, jetzt in der Vorwahlzeit aus dieser Vorlage etwas ganz anderes zu machen, als sie in Wirklichkeit ist. Es sind keine anderen Argumente dargelegt worden als die, die ich in meinem Eingangsreferat aufzählte, um zu zeigen, was für oder gegen diese Vorlage spricht. Nur eines ist sicher: die teilweise Verdammung der Tätigkeit der Kantonsregierungen,

die mit den Restwassern zu tun haben, und die zentralistische Tendenz in dieser Angelegenheit sind unhaltbar. Diese schweren Vorwürfe sind denn auch in der Kommission nicht vorgetragen worden.

Herr Rechsteiner, Ihre Unterschiebung muss ich leider zurückweisen; ich habe keine, wie Sie sagen, «massiv direkten» Interessenbindungen. Ich habe kein einziges Kraftwerkprojekt, das unter diese Vorlage zu stehen käme.

Ich habe zwar betriebseigene Kraftwerke, und diese produzieren auch Elektrizität. Dazu muss und kann ich stehen, das ist auch bekannt. Ich weiss nicht, woher Sie die Unterschiebung haben. Ihre Interessenbindungen müssen Sie auch darlegen, und das haben Sie nicht getan.

Zur Berichtigung: Es haben nicht einzelne wenige Kantone in der Vernehmlassung nein gesagt; es sind 15 Kantone, die sich gegen dieses dringliche Verfahren ausgesprochen haben.

Ich bin gebeten worden, vor der Eintretensfrage nochmals die Fassung der Kommissionsmehrheit, vor allem das Wort «maximal» in Artikel 1 zu erläutern – an sich kommen wir bei der Detailbereinigung ohnehin darauf zurück. In der Fassung des Bundesrates wird die Frage der Restwassermengen bis zum definitiven Gewässerschutzgesetz offengelassen; man weiss also nicht, welche Restwassermengen denn eigentlich gelten sollen. Das sei für den Konzessionsverleiher, aber auch für denjenigen, der die Konzession erhalte, rechtsunsicher, hat Frau Mauch beispielsweise heute gesagt; es brauche gültige, klare Normen für eine Umweltverträglichkeitsprüfung. Das gilt eben auch für Restwassermengen. Man kann keine Umweltverträglichkeitsprüfung in bezug auf die Restwassermengen machen, ohne das Soll zu kennen. Die Fassung der Kommission nimmt nun Restwassermengen an, und zwar diejenigen, die der Bundesrat im Entwurf des Gewässerschutzgesetzes vorschlägt. Diese Restwassermengen müssen bei der Konzessionsgewährung berücksichtigt werden. Wenn das Gewässerschutzgesetz später tiefere Restwassermengen ansetzt, ist es natürlich dem Erbauer eines Kraftwerks möglich, diese tieferen Restwassermengen einzuhalten. Wenn der Gewässerschutz darüber hinausgeht, muss der Erbauer nicht in höhere Restwassermengen einsteigen, denn er hat ja sein ganzes Kraftwerk aufgrund der ursprünglichen Restwassermengen geplant. Das ist also das Maximum. Ein Beispiel: Wenn in der Norm der bundesrätlichen Botschaft des Gewässerschutzgesetzes die Restwassermengen für einen bestimmten Bach beispielsweise 50 m<sup>3</sup>/sec betragen, müssen jetzt schon ab Inkrafttreten der Uebergangsregelung diese 50 m<sup>3</sup>/sec eingehalten werden. Geht das Gewässerschutzgesetz später auf 40 m<sup>3</sup>/sec, ist es freigestellt, auf 40 m<sup>3</sup>/sec zu gehen. Geht das Gewässerschutzgesetz auf 60 m<sup>3</sup>/sec, gelten diese 50 m<sup>3</sup>/sec weiterhin, denn man kann nicht auf 60 m<sup>3</sup>/sec gehen, weil das Kraftwerk auf 50 m<sup>3</sup>/sec ausgelegt ist. Ich hoffe, dass ich mich jetzt klar ausgedrückt habe.

Mme Aubry, rapporteur: Il est fort intéressant de constater que nous avons trouvé les mêmes fronts, les mêmes oppositions et les pensées que dans les discussions de notre commission. On peut comprendre les craintes exprimées à cette tribune de voir certains cantons octroyer trop librement des concessions avant la mise en application de la loi sur la protection des eaux. Mais je voudrais rappeler qu'il n'est pas possible d'octroyer actuellement des concessions sans connaître les débits minimums.

Toutes les concessions, accordées par les cantons, doivent être étudiées et ratifiées par la Confédération et en avril 1987, comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, l'Office fédéral de l'économie des eaux était en possession de vingt-quatre demandes d'aménagements hydroélectriques. Ce n'est donc pas un nombre impressionnant. Je tiens à le préciser. Ce que nous faisons ici n'est pas, comme l'a dit M. Longet, de presser le citron ni un exercice de pompier.

M. Thévoz a opposé l'énergie nucléaire à l'énergie hydraulique. Je pense que l'on ne peut renoncer ni à l'une ni à l'autre, que nous avons besoin aussi bien de l'énergie

hydraulique que de l'énergie nucléaire, l'un compensant l'autre et étant complémentaire.

Quant aux cantons qui ont été violemment attaqués, M. Brélaz doute de leur capacité à maintenir un tourisme qui correspond à la protection de l'environnement.

Je pense tout de même que ces cantons sont responsables et ne tiennent pas à laisser tomber un domaine qui leur apporte certainement des avantages.

Au nom de la commission, je vous demande d'accepter l'entrée en matière et de voter avec la majorité de la commission à l'article 2.

Bundesrat Schlumpf: Zu dieser breiten Debatte – sie war engagiert, denn es geht um eine wichtige Frage – möchte ich angesichts der präzisen Präsentation der Vorlage durch Nationalrat Blocher und Nationalrätin Aubry – besten Dank dafür – nur noch zusammenfassend Stellung beziehen.

Worum geht es? Es geht darum, einen Verfassungsauftrag zu verwirklichen, den uns vor zwölf Jahren alle Stände – mit nur einer Ausnahme – und eine überwältigende Mehrheit des Volkes erteilt. Es geht darum, in Konzessionen, die jetzt noch erteilt werden, durch einen sehr einfachen Vorbehalt zu verhindern, dass wohlerworbene Rechte auf eine bestimmte Wassermenge entstehen, auf eine Wassermenge, welche je nach Ausgang Ihrer Behandlung der Hauptvorlage Gewässerschutzgesetz geschützt werden soll. Mit diesem Vorbehalt soll verhindert werden, dass die künftige Regelung der Restwassermengen noch kurz vor der Neuordnung missachtet und damit unterlaufen wird. Wenn im Vorfeld dieser Gesetzgebung noch Konzessionen ohne Vorbehalt erteilt würden, wäre das doch gegen den verfassungsgeberischen Willen von 1975. Man kann in guten Treuen wirklich nicht sagen, eine solche Uebergangslösung, wie wir sie Ihnen vorschlagen und wie sie auch die Kommissionsmehrheit befürwortet, sei ein Konzessionsstopp. Das ist eine glatte Ueberschätzung der Auswirkungen dieses Beschlusses. Es geht ja nur um einen Vorbehalt! Es wird gesagt, faktisch könne sich eine solche Klausel in einer Konzession dann eben doch quasi als Moratorium auswirken und also einen eigentlichen Konzessionsstopp zur Folge haben. Es wird auch gesagt, die Auswirkungen dieser Klausel könnten nicht genügend abgeschätzt werden, man wisse nicht, ob die Konzessionen zu guter Letzt genutzt werden könnten. Der Bundesrat ist anderer Meinung. Wir haben das in der Botschaft dargelegt. Die Hauptbotschaft liegt hier auf Ihrem Tisch. Herr Dirren, wir müssen uns nicht beeilen, Ihnen diese Botschaft zu bringen, wie Sie gesagt haben. Sie haben sie! Ich möchte Sie nur bitten, sich zu beeilen, sie zur Kenntnis zu nehmen.

Nach Auffassung des Bundesrates sind die Folgen genügend bestimmbar. Wenn Sie aber auch noch die diesbezüglichen Einwände ausräumen möchten, damit dann wirklich gar keine Einwände gegen diese Vorlage mehr möglich sind, dann wäre das Rezept der Kommissionsmehrheit ein gangbarer Weg.

Dort heisst es: ein Vorbehalt, der das nicht übersteigen kann, was Gegenstand dieser Vorlage bildet. Das muss im Sinne der Restwassermengen-Vorschriften interpretiert werden, wie sie sich insbesondere aus Artikel 31, Artikel 33 Absatz 3 und Artikel 35 Absatz 3 ergeben. Die Limitierung ist demnach nicht als irgendeine Mindestmenge, die man daraus ableiten möchte, zu verstehen.

Das wirklich schroffe Nein des Ständerates hat mich auch berührt: 31 gegen 12 Stimmen. Natürlich ist dieses Resultat bei der Detailberatung zu bedenken. Ich will jetzt nicht näher darauf eintreten. Aber es ist schon so, dass die Vorlage gescheitert ist, wenn der Erstrat an seinem Nichteintretensbeschluss festhält. Da stellt sich für eine besorgte Regierung – der Bundesrat und ich persönlich sind es in dieser Sache – die Frage, ob etwas Gutes dem von uns angestrebten Besseren geopfert werden dürfe. Wir kommen bei den Mehrheitsanträgen noch darauf zurück. Es wird sich die Frage der Durchsetzung gegenüber dem doch barschen Nein des Ständerates stellen.

Nun zu den Einwänden an und für sich. Ich habe bereits

gesagt, dass man nicht von einem faktischen Moratorium sprechen kann. Auch nach der Vorlage des Bundesrates ist absehbar, was an Restwassermengen nach Inkrafttreten dieses Gesetzes berücksichtigt werden muss.

Zur Verfassungswidrigkeit: Das ist etwas, was ich wirklich ernst nehme. Die Verfassungsfrage habe ich in meiner politischen Tätigkeit nie einfach als Alibi verwendet. Ich habe dieses Argument immer ernst genommen. Wenn ich hier persönlich sage: die Verfassungsmässigkeit ist gegeben, dann meine ich das ebenso ernst. Ich muss denen, die das bestritten haben – Herrn Schmidhalter und Herrn Bürer – sagen: Ist denn Artikel 24bis Absatz 2 Buchstabe a, der seit 1975 in unserer Verfassung steht – er verlangt, dass wir nun tätig werden –, nicht auch ein Verfassungssatz? Das ist auch Verfassungsrecht. Ich will nicht viel Juristerei vortragen, aber es gibt einen Grundsatz, der allgemein bekannt ist: *in maiore minus*. Nach Artikel 24bis Absatz 2 Buchstabe a dürfen und müssen sogar Restwassermengen durch den Bund gesetzlich festgelegt werden. Wenn wir diese umfassende Gesetzgebungskompetenz haben, was kann dann dem unter dem Gesichtspunkt der Verfassungsmässigkeit entgegengehalten werden? Dass wir eine entsprechende Uebergangsordnung befristet und absehbar – sie ist abgesteckt in diesen Artikeln 30 ff. – wollen?

Als dritter Einwand wird vorgebracht, die Vorlage sei unverhältnismässig. Verhältnismässigkeit ist ein ungeschriebener Verfassungsgrundsatz. Aber diese Vorlage kann gar nicht unverhältnismässig sein, weil sie nicht eine materielle Ordnung begründet, sondern nur einen Vorbehalt für eine materielle Ordnung, die noch zu schaffen ist, und zwar *lege artis*, also auf dem gesetzgeberischen Weg.

Unverhältnismässig wäre es vielmehr, wenn man nun noch einige Gewässer – und seien es nur wenige – kurz vor der Realisierung dieses Verfassungsauftrags übernutzen würde, um einige wenige Promille zu gewinnen; vielleicht würden zwei Promille zusätzliche Energie produziert.

Herr Dirren hat gesagt, der Bundesrat wolle einheimische Ressourcen unterdrücken. Auch die Herren Schmidhalter und Röthlin haben energiepolitische Gesichtspunkte für ihr Nein gegen Eintreten auf die Vorlage ins Feld geführt. Wie steht es damit? Wenn Sie das realisieren, was Ihnen der Bundesrat in der Hauptvorlage mit den Artikeln 30 bis 35 vorschlägt, dann geht es um ungefähr 500 Millionen Kilowattstunden Energie. 500 Millionen Kilowattstunden Strom, das ist nicht Nichts; aber bezogen auf die 200 Milliarden Kilowattstunden Endenergie, die wir heute in unserem Land brauchen, ist es doch relativ wenig. Nach Abzug dieser ungefähr 500 Millionen sind es netto etwa 3 Milliarden Kilowattstunden Strom, die aus Produktivitätssteigerungen im Zusammenhang mit technischen Erneuerungen und aus gewissen landschafts- und gewässerverträglichen Neuanlagen produziert werden können. Im Hinblick darauf sind diese 500 Millionen Kilowattstunden auch energiepolitisch durchaus verträglich. Darüber entscheiden wir heute nicht. Ob es dann im Rahmen dieses Gesetzes eine Lösung gibt, die ungefähr dieses Ergebnis zeitigt – 500 Millionen Kilowattstunden oder nicht –, das wollen wir heute gar nicht präjudizieren. Wir wollen nur die Türe offenlassen, damit Sie, die gesetzgeberischen Behörden, zusammen mit der Exekutive nicht eines Tages einfach vor einem «fait accompli» stehen.

Nationalrat Giger, zum zusätzlichen Verwaltungsaufwand. Ich habe vieles nicht ganz verstanden, was hier an Argumenten vorgebracht wurde. Ich weiss nicht, wie überhaupt nur eine Stunde zusätzlicher Verwaltungsaufwand aus dieser Regelung entstehen sollte, denn eine Restwassermenge – das sagen Sie ja selbst – wird bei Neukonzessionen immer berechnet und festgelegt. Die muss berechnet werden! Kein Ingenieur oder Fachmann, der sich mit solchen Konzessionsvorbereitungen befasst, aber auch keine Gemeinde oder kein Kanton hat wegen dieser heutigen Vorlage einen Mehraufwand.

Es wird die Subsidiarität angerufen. Es gebe andere Rechtsgrundlagen, und diese seien ausreichend. Deshalb müsse man nicht noch eine neue schaffen. Es bestehen zwar

andere Rechtsgrundlagen, aber nur sektorielle. Was nützt uns die Bestimmung, dass die Fischerei nicht durch Wasserrechtsnutzungen beeinträchtigt werden dürfe, wenn man dann einfach, um den Fischweg zu gewährleisten, eine Fischtreppe macht? Rein fischereirechtlich ist eine solche Fischtreppe sicher eine gute Lösung. Aber deswegen bleibt im Wasserlauf kein Sekundenliter Wasser mehr. Für die Reinhaltung der Gewässer haben wir Vorschriften. Aber die Reinhaltung der Gewässer über Kanalisations- und Kläranlagen sagt gar nichts über die Wassermenge aus, die in diesem Fließgewässer noch bleiben muss.

Zur UVP – Frau Mauch und andere haben dazu bereits richtig Stellung genommen –: Wir haben hier vor allem noch gar keine Vollzugsverordnung, weil wir erst einmal wissen und den zuständigen Amtsstellen und Behörden sagen müssen, was als umweltverträglich zu quantifizieren ist. Das ist ein Element, das die UVP in diesem Bereich operabel macht. Zum Problem der Subsidiarität möchte ich die Argumentation der Gegner aufnehmen, die sagen: Die Kantone werden selbst tätig, und sie schauen schon zum Rechten. Hier spielt die Subsidiarität in *optima forma*; denn wenn die Kantone oder die Gemeinden – wer immer Konzessionsbehörde ist – ausreichende Restwassermengen festlegen, dann ist das gegenstandslos. In diesem Fall springt diese Uebergangsordnung des Bundes gar nicht ein. Das, was wir hier mit diesem Bundesbeschluss vorschlagen, ist exakt ein Modell für die Anwendung der Subsidiarität.

Noch ein Argument, das vorgebracht wurde: Dieser Bundesbeschluss sei überhaupt nicht nötig, weil kein Boom bestehe. Das ist richtig, wir haben das in der Botschaft geschrieben. Es sind jetzt keine Anzeichen für einen Boom oder eine Lawine vorhanden. Aber da möchte ich doch meinen Freunden aus den Kantonen, die für Wasserrechtsverleihungen vor allem in Frage kommen, sagen: Bedenken wir doch, was es landesweit bedeuten würde, wenn nur in wenigen Fällen Restwassermengen missachtet würden. Dann wird ein solcher «Sündenfall» zur Diskreditierung der Wasserrechtshoheit von Kantonen und Gemeinden überhaupt führen. Die Verallgemeinerung ist ein Zug der Zeit, und ich kann Ihnen sagen: Wenn ein, zwei oder drei solche Fälle im Vorfeld der Gesetzesrevision passieren, dann werden wir weitherum im Lande den Vorwurf zu hören bekommen: Mit Artikel 24bis, d. h. der Wasserrechtshoheit der Kantone und der Gemeinden ist nicht mehr durchzukommen. Dann wird die Institution in Frage gestellt. So liegt es richtig verstanden im eigenen Interesse der Wasserrechtshoheitsträger, der Kantone insbesondere, einem solchen Beschluss zuzustimmen. Vielleicht brauchen sie ihn gar nicht; um so besser, wenn sie aus eigener Kraft und Ueberzeugung die richtigen Restwassermengen festlegen.

Ein Letztes: Föderalismus. Ich darf mit der persönlichen Stellungnahme, mit der ich betreffend Verfassungsmässigkeit begonnen habe, schliessen. Es wird mir wohl niemand absprechen, dass ich ein ehrlicher Föderalist bin. Ich war es auch dann in diesen acht Jahren, wenn ich gelegentlich fast der einzige in diesem Saal war. Das als Klammerbemerkung. Aber es wurde mit Recht gesagt – von Herrn Rechsteiner und anderen –: Diese Frage kommt zwölf Jahre zu spät. Das wurde 1975 mit überwältigendem Mehr durch den Souverän entschieden, nämlich, dass eben die Festlegung von Restwassermengen nicht zum Souveränitätsbereich der Kantone, also zum Föderalismus, gehört, sondern in den Kompetenzbereich des Bundes übertragen wird. Heute ist diese Frage schon ein Hornberger-Schiessen. Das kann nicht mehr ins Feld geführt werden, *de lege ferenda* auch bei dieser Vorlage, die jetzt kommt, bei der Hauptrevisionsvorlage, nicht.

Es wurde gesagt, der Bundesrat sei schuld, dass wir nach 12 Jahren noch keine Regelung haben. Wir wollen keine Schuldverteilung vornehmen. Nur eines, Herr Dirren: Sagen Sie nicht – gesagt haben Sie es, aber Sie meinen es nicht –, dass der Bundesrat, wenn es um Eingriffe in die Interessen der Berggebiete gehe, sehr rasch handle und dann, wenn es um Massnahmen zugunsten dieser Gebiete gehe, eher träge. Gehen Sie in sich, und denken Sie das Gegenteil, weil

wir es nämlich bewiesen haben. Ich müsste gar nicht weit in der Geschichte zurückgehen, sondern nur wenige Monate, um zu zeigen, dass der Bundesrat auch in der schweren Situation der Unwetterkatastrophe bereit war, sofort, unkompliziert und unbürokratisch genau diesen Gebieten – dem Wallis, Uri, Graubünden, dem Kanton Tessin usw. – beizustehen. Man sagt gelegentlich etwas, das man nicht so meint; ich weiss schon, wie das ist.

Zu diesen zwölf Jahren noch ein Wort: Da ist beim zuständigen Departement des Innern nicht nichts gegangen. Das war eine ausserordentlich anspruchsvolle Aufgabe. In dieser Zeit haben sich vier Expertenkommissionen – einige davon präsidiert von Parlamentariern – mit dieser anspruchsvollen Aufgabe befasst: die Kommission Akeret, dann die Kommission Geiger (im Zuge der Aufgabenteilung Bund/Kantone) und die Kommission Aubert. Sie haben die Grundlage für die heutige Vorlage erarbeitet. Parallel dazu hat die Kommission Jagmetti die Revision des eidgenössischen Wasserrrechtsgesetzes beraten. Es ist also im EDI nicht nichts gegangen. Es war ein sehr aufwendiges Vernehmlassungsverfahren. Die daraus entstandene sorgfältig ausgearbeitete Vorlage stellt eine sehr gute Grundlage für eine definitive Regelung dieser wichtigen Frage dar.

Einige Votanten brachten vor, punktuelle Lösungen seien ohnehin schlecht. Den Herren Massy, Fischer, Aliesch und Bühler möchte ich entgegenen, dass sie das völlig falsch sehen: wir wollen gerade keine punktuelle Lösung im Schnellschussverfahren. Sie wissen, dass mir Schnellschussoperationen überhaupt nicht liegen; eine Sache muss sorgfältig erarbeitet werden. Es liegt keine Schnellschussmassnahme vor. Dieser Vorbehalt wird gemacht, damit Sie wirklich genug Zeit für eine sorgfältige Erarbeitung der Revisionsvorlage zur Verfügung haben.

Wenn Sie auf diese Uebergangslösung nicht eintreten, werden Sie sich selbst in bezug auf die Revisionsvorlage unter einen gewaltigen Zeitdruck setzen. Sie werden sich gegenüber der Oeffentlichkeit verpflichtet fühlen, die Revision möglichst kurzfristig zu verabschieden. Es ist aber eine anforderungsreiche Thematik; sie wird zeitraubende, sorgfältige Kommissionsarbeit erfordern und breite parlamentarische Auseinandersetzungen zur Folge haben.

Es wurde der Einwand erhoben, dass das Vorwegnehmen dieser Lösung ein Präjudiz schaffe. Ueberhaupt nicht! Ein solcher Vorbehalt wird nur angebracht, damit im Vorfeld dieser gültigen Regelung nicht noch wohlworbene Rechte begründet werden können. Das ist doch gerade keine Präjudizierung. Sie hätten es durchaus in der Hand, diese Vorlage am Schluss abzulehnen (was ich nicht hoffe), womit auch dieser Bundesbeschluss, diese Uebergangsordnung, wegfällt. Sie müssten sich aber dann überlegen, ob der Artikel-24bis Absatz 2 Buchstabe a der Bundesverfassung nicht mittels einer Motion wieder aufgegriffen und ehrlicherweise aus der Verfassung gestrichen werden müsste.

Es wird also nichts vorweggenommen, nichts präjudiziert. Das Parlament bleibt völlig frei.

Verschiedene Votanten haben diese Vorlage als Ausdruck des Misstrauens den Kantonsregierungen gegenüber empfunden. Auch wenn wir nicht immer einig waren – Misstrauen gegenüber den Kantonsregierungen habe ich nie empfunden. Der Bundesrat war im Gegenteil immer sehr kooperativ; ich weiss, dass man die Aufgaben am besten zusammen mit den Kantonen bewältigen kann. Es gibt aber immer etwa Bereiche, in denen – aus den verschiedenen Optiken und Stellungen heraus – eine Uebereinkunft nicht möglich ist. Dann müssten der Bundesrat und das Parlament doch so entscheiden, wie das aus nationalem Interesse richtig ist. Das hat mit Misstrauen den kantonalen Behörden gegenüber sicher nichts zu tun und darf auch nicht so verstanden werden.

Helfen Sie uns doch, diesen Verfassungsauftrag, der uns vor zwölf Jahren zugefallen ist, ehrlich und loyal zu erfüllen. Die von uns vorgeschlagene Lösung ist verfassungsverträglich. Sie ist verhältnismässig und zumutbar. Es ist eine vorsorgliche Lösung. Wir sind auch mit der von der Kommission

vorgeschlagenen Befristung einverstanden. Warten wir nicht auf Godot; handeln wir! Wir müssen vorsorgen!

Eine persönliche Bemerkung: Wenn Sie mir mit Ihrem Eintreten ein etwas verfrühtes Abschiedsgeschenk machen wollen, wie lebenswürdigerweise gesagt wurde, freut mich das. Es geht aber nicht darum. Stimmen Sie dieser Vorlage aus Ueberzeugung zu. Sie liegt im Interesse der Sache und im Interesse der Erhaltung der Wasserrechtshoheit der Kantone – einer Institution, die wir beibehalten wollen und die nicht durch einzelne, unzweckmässige Regelungen im Vorfeld der Gesetzgebung diskreditiert werden darf. Diese Vorlage liegt im Interesse aller wirklich Besorgten. Deshalb bitte ich Sie, aus Ueberzeugung und, wenn Sie wollen, auch noch zu meiner persönlichen Freude dieser Vorlage zuzustimmen. Ich bin Ihnen dafür dankbar.

#### *Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal*

*Für Eintreten stimmen die folgenden Ratsmitglieder:  
Votant pour l'entrée en matière:*

Allenspach, Ammann-St. Gallen, Aregger, Auer, Basler, Bäumlín, Bircher, Blocher, Bonny, Borel, Bratschi, Braunschweig, Brélaz, Bremi, Brügger, Bundi, Camenzind, Carobio, Chopard, Christinat, Cincera, Deneys, Dubois, Dünki, Eggli-Winterthur, Engler, Eppenberger-Nesslau, Euler, Fankhauser, Fehr, Feigenwinter, Fetz, Fierz, Flubacher, Frey, Friedli, Früh, Geissbühler, Giudici, Gloor, Grendelmeier, Günter, Gurtner, Herczog, Hess, Hofmann, Hubacher, Humbel, Jaeger, Keller, Kohler, Kühne, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Longet, Loretan, Lüchinger, Maeder-Appenzell, Mauch, Meier Fritz, Meizoz, Meyer-Bern, Mühlmann, Müller-Bachs, Müller-Meilen, Nauer, Nebiker, Nef, Neukomm, Nussbaumer, Oehen, Oehler, Oester, Ogi, Ott, Petitpierre, Pfund, Pitteloud, Rebeaud, Rechsteiner, Reich, Reichling, Reimann, Renschler, Revaclier, Robbiani, Rubi, Ruch-Zuchwil, Ruckstuhl, Ruf-Bern, Ruffy, Rutishauser, Rüttimann, Salvioni, Schüle, Segmüller, Seiler, Soldini, Spoerry, Stamm Judith, Stamm Walter, Stappung, Steffen, Thévoz, Tschuppert, Uchtenhagen, Uhlmann, Villiger, Wagner, Wanner, Weber Monika, Weber-Arbon, Weder-Basel, Wellauer, Wick, Widmer, Wyss, Zehnder, Ziegler, Zwingli, Zwygart (122)

*Für Nichteintreten stimmen die folgenden Ratsmitglieder:  
Votant pour la non-entrée en matière:*

Aliesch, Ammann-Bern, Baggi, Blunsky, Bonnard, Bürer-Walenstadt, Candaux, Cantieni, de Chastonay, Columberg, Cottet, Couchepin, Coutau, Darbellay, Dirren, Eisenring, Eng, Etique, Fischer-Häggingen, Fischer-Surseer, Gautier, Giger, Graf, Grassi, Höslí, Iten, Jeanneret, Jung, Künzi, Landolt, Massy, Müller-Scharnachtal, Müller-Wiliberg, Neuen-schwander, Perey, Rime, Röthlin, Savary-Fribourg, Schärli, Schmidhalter, Schnider-Luzern, Schwarz, Steinegger, Weber-Schwyz, Weber Leo, Zbinden (46)

*Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:*

Aubry, Bühler-Tschappina, Cavadini, Eggly-Genève, Martignoni (5)

*Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:*

Berger, Biel, Butty, Clivaz, Cotti, Dupont, Eggenberg-Thun, Gehler, Hari, Houmar, Hunziker, Jaggi, Magnin, Maitre-Genève, Martin, Morf, Müller-Aargau, Pidoux, Pini, Risi-Schwyz, Sager, Savary-Vaud, Schnyder-Bern, Spälti, Stucky, Vannay (26)

*Präsident Cevey stimmt nicht*

*M. Cevey, président, ne vote pas*

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Titre et préambule***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Kommission**Mehrheit**Abs. 1*

Bei ....

*Abs. 2*

Dieser Vorbehalt gilt für eine maximale Restwassermenge, die sich aufgrund der Vorschriften der Botschaft vom 29. April 1987 zur Revision des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer ergibt.

*Minderheit*

(Rechsteiner, Bundi, Chopard, Longet, Maeder-Appenzell, Mauch, Meyer-Bern, Nef)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Oehen**Abs. 2*

(gemäss Mehrheit)

Dieser Vorbehalt gilt für eine minimale Restwassermenge, die sich aufgrund der ....

**Art. 1***Proposition de la commission**Majorité**Al. 1*

Les ....

*Al. 2*

La réserve formulée est valable pour un débit résiduel maximal, tel qu'il ressort des dispositions figurant dans le message du 29 avril 1987 concernant la révision de la loi fédérale sur la protection des eaux.

*Minorité*

(Rechsteiner, Bundi, Chopard, Longet, Loretan, Maeder-Appenzell, Mauch, Meyer-Berne, Nef)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Oehen**Al. 2*

(version de la majorité)

La réserve formulée est valable pour un débit résiduel minimal, tel qu'il ressort ....

*Abs. 1 – Al. 1**Angenommen – Adopté**Abs. 2 – Al. 2*

**Rechsteiner**, Sprecher der Minderheit: Wenn ich für die Kommissionsminderheit – in der Kommission nur um eine Stimme schwächer als die Kommissionsmehrheit – beantrage, an der bundesrätlichen Fassung zu Artikel 1 des Bundesbeschlusses festzuhalten, möchte ich zunächst noch eine Bemerkung machen zum politischen Klima, in dem der neue Absatz 2 beschlossen wurde.

Ich möchte nämlich die Behauptung wagen, dass der neue Absatz 2, der ursprünglich ausschliesslich auf persönlichen Wunsch des Kommissionspräsidenten durch die Verwaltung erarbeitet worden war – wobei diese auch Vorbehalte in ihrer Stellungnahme angebracht hat –, in der Kommission nie eine Mehrheit gefunden hätte, wenn nicht für einige Kommissionsmitglieder der vielleicht auf den ersten Blick verständliche Wunsch im Vordergrund gestanden hätte, es sei dem Ständerat in irgendeiner Weise entgegenzukommen. Der Wunsch, dem Ständerat entgegenzukommen, sollte aber nicht davon dispensieren, den vorgeschlagenen Kompromiss genauer zu prüfen. Man sollte nicht einfach aus dem Gefühl heraus, dem Ständerat entgegenkommen

zu müssen – wie wir gesehen haben, ist das bisher ohne Nutzen geblieben –, etwas beschliessen, was inhaltlich und rechtlich fragwürdig wäre.

Grundsätzlich müsste man feststellen, dass für eine inhaltliche Milderung des bundesrätlichen Entwurfs ja schon deshalb kein Anlass besteht, weil der bundesrätliche Vorschlag schon Kompromisscharakter trägt und gewissermassen ein Minimum darstellt – einerseits weil er erst so spät vorgelegt worden ist, erst 12 Jahre, nachdem der Verfassungsartikel vom Volk angenommen worden ist, andererseits, weil er viel weniger weit geht als der Konzessionsstopp, der durch die Motion Loretan verlangt worden war. Der Konzessionsstopp ist ja durch die Umweltorganisationen unterstützt worden und auch durch den Schweizerischen Gewerkschaftsbund. Es hätte durchaus Argumente für diesen vorübergehenden Konzessionsstopp – analog einer Bausperre – gegeben, auch juristische – ich möchte es Ihnen ersparen, diese Argumente auszubreiten. Es geht mir darum, zu zeigen, dass der bundesrätliche Vorschlag weder das Maximum noch das Optimum darstellt, sondern bereits das Minimum. Das Maximum wäre der Konzessionsstopp zur Rettung der wenigen noch nicht genutzten Gewässer gewesen, das Optimum eine rasche und effiziente Regelung der Restwasserproblematik sofort nach Erlass des Verfassungsartikels.

Nun inhaltlich zum Vorschlag der knappen Kommissionsmehrheit, die für die Dauer der Geltung des Bundesbeschlusses die Restwassermengen nach oben begrenzen möchte und sich dabei auf die Restwassermengen beruft, die sich aufgrund der Vorschriften der Botschaft zur Revision des Gewässerschutzes ergeben. Das ist in mehrfacher Hinsicht problematisch.

Zunächst dürfte es wohl noch nie vorgekommen sein, dass in einem Erlass der Bundesversammlung eine Rechtsverweisung auf eine bundesrätliche Botschaft vorgenommen wird, inhaltlich also eine Regelung gelten soll, die erst in einem Entwurf für das formelle Gesetzgebungsverfahren in den Räten vorliegt. Dieses rechtliche Unikum, die Rechtsverweisung auf einen bundesrätlichen Entwurf, wird in seiner Tragweite allerdings erst klar, wenn wir den bundesrätlichen Entwurf in der Frage der Restwasserregelung näher betrachten. Dieser ist nämlich aus der Sicht der Umweltinteressen, der Interessen des quantitativen Gewässerschutzes, keineswegs so unbestritten, wie es auf den ersten Blick vielleicht den Anschein haben könnte. Das hat ja auch Herr Meyer dargelegt. Die vorgeschlagenen Artikel 29ff. des Gewässerschutzgesetzes unterscheiden verschiedene Arten von Fliessgewässern, Fischgewässern, Nichtfischgewässern, Gewässern über 1700 Meter ü. M. usw., welche von berufener Seite als ökologisch und wissenschaftlich nicht haltbar bezeichnet worden sind. Darüber hinaus sind auch blosse Ueberlebens-Wassermengen keine angemessenen Restwassermengen im Sinne des Verfassungsartikels.

Was nun hier besonders beachtet werden muss, ist die Struktur der Restwasserregelung im bundesrätlichen Entwurf. In Artikel 30 und 31 des Entwurfs werden quantitativ bestimmbare Minimalmengen, die sich aus der Regelung selber ergeben, festgelegt. Diese Minimalmengen genügen, wie die Botschaft zum Entwurf des Gewässerschutzgesetzes selber einräumt, allerdings nicht, um angemessene Restwassermengen zu garantieren, und damit auch nicht, um den Verfassungsauftrag zu erfüllen.

Artikel 33 des Entwurfs verlangt deshalb von den Behörden, in jedem Einzelfall einen Ermessensentscheid über die Erhöhung der aus dem Entwurf quantitativ ablesbaren Minimalmenge. Dieser Ermessensentscheid ist aufgrund einer Abwägung der entgegenstehenden Interessen im Einzelfall zu treffen. Bei der Würdigung des Kompromissantrages der knappen Kommissionsmehrheit ist zu beachten, dass die Restwassermenge im Einzelfall aufgrund des Revisionsentwurfes nicht aus dem Gesetz abgelesen werden kann, sondern dass die Regelung letztlich unbestimmt, d. h. von einem Ermessensentscheid der zuständigen Behörde abhängig ist.

Es ist nicht einzusehen, was unter dem Gesichtspunkt der Rechtssicherheit – dieser Gesichtspunkt ist vom Kommis-

sionspräsidenten immer wieder beschworen worden – für eine solche Regelung sprechen sollte. Würde es sich um die definitive Regelung handeln, könnte man dafür unter dem Gesichtspunkt der Aufgabenteilung Bund/Kantone vielleicht noch Gründe namhaft machen. Geht es jedoch, wie hier, nur um eine Uebergangsregelung bzw. um die Begrenzung der wohlverworbenen Rechte, kann meines Erachtens von Rechtssicherheit nicht mehr gesprochen werden. Nehmen wir einmal an, ein Richter müsse im Jahre 2000 über eine in der Uebergangsphase erteilte Konzession urteilen. Er sähe sich vor die kaum befriedigend zu lösende Aufgabe gestellt, bei der Anwendung des neuen definitiven Rechts die hypothetische Frage zu beantworten, wie und in welcher Weise die zuständige Behörde ihren Ermessensentscheid aufgrund der Botschaft von 1987 gefällt hätte, wenn diese je Gesetz geworden wäre. Soll das Rechtssicherheit bringen? Wenn etwas Rechtssicherheit bringt, dann wohl eher die bestechend einfache und unkomplizierte Regelung, wie sie der Bundesrat für den Bundesbeschluss vorgelegt hat. Sie dürfen im übrigen nicht vergessen, dass die Uebergangsregelung juristisch vor allem eines verhindern will, nämlich dass bis zur definitiven Regelung des Restwasserproblems neue wohlverworbene Rechte begründet werden. Sollte die Gewässerschutzinitiative eine Mehrheit finden, könnte – darüber dürfen sich die Bergkantone keine Illusionen machen – die dort geforderte Regelung auch gegenüber den heutigen Konzessionen und solchen, die in der Zwischenzeit noch erteilt werden, durchgesetzt werden. Was die Konzessionäre verlangen könnten, wären einfache Entschädigungen wegen Enteignung. Der vom Bundesrat vorgeschlagene Artikel 1 will verhindern, dass bis zum Inkrafttreten des revidierten Gewässerschutzgesetzes noch rasch Konzessionen erteilt werden, bei denen die ungenügende Restwasserregelung über dieses Ungenügen hinaus entschädigt werden müsste. Es spricht alles dafür, die gesamte zukünftige Regelung gegenüber solchen fragwürdigen Entschädigungsansprüchen vorzubehalten. Es geht dabei also nicht nur um die ökologischen Interessen, sondern auch um die wohlverstandenen Interessen der öffentlichen Finanzen, für die wir auch verantwortlich sind. Ein letzter Gesichtspunkt: Der Bundesrat hat den Bundesbeschluss in der Botschaft vor allem auch damit begründet, dass mit dem Erlass der Uebergangsregelung jeder Anreiz dafür schwinde, die Revision des Gewässerschutzgesetzes zu verzögern und noch rasch auf Vorrat fragwürdige Konzessionen zu erteilen. Wenn die Uebergangsregelung im Sinne des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit erlassen sei, hätten im Gegenteil auch die interessierten Kreise, die Bergkantone und die Kraftwerke, alles Interesse daran, die Gesetzesrevision beförderlich zu behandeln. Dieses sehr wichtige Interesse der Direktinteressierten fällt jedoch weg, wenn Sie der Kommissionsmehrheit zustimmen. Führen Sie eine solche Maximallimite ein, wird das Interesse, die definitive Regelung hinauszuschieben und Konzessionen auf Vorrat zu erteilen, plötzlich wieder sehr real, weil seitens interessierter Kreise befürchtet werden muss, dass der Revisionsentwurf des Bundesrates noch verbessert werden muss. Das aber gilt es zu vermeiden. Ich bitte Sie deshalb, der sachlich richtigen Regelung zuzustimmen, wie sie der Bundesrat mit seiner Botschaft vorgelegt hat. Falls der Ständerat nach einem Eintretensentscheid im zweiten Umgang eine andere Lösung vorschlagen will, soll er dies tun.

**Oehen:** Um das kleine Wörtchen «maximal», um das kleine Wörtchen «minimal» kann sich hier eine Philosophie entwickeln. Als ich den Antrag unserer Kommissionsmehrheit las, glaubte ich, es handle sich um einen Fehler, der durch das vom Dialekt beherrschte Sprachgefühl entstanden sei.

Herr Bundesrat Schlumpf hat vorhin in seinem Eintretensvotum mehrfach den Begriff «minimale Restwassermenge» gebraucht. Er hat dort nie von «maximaler Restwassermenge» gesprochen. Wir haben also jetzt drei Begriffe im

Raume, nämlich erstens: «angemessene Restwassermenge», wie es in Artikel 1 des Beschlusssentwurfes steht. Damit wird die Idee umschrieben, die Restwassermenge solle angemessen sein. Das heisst: sie soll – den verschiedenen Forderungen angepasst – ausgewogen sein. Die quantitative Festlegung ist damit in jedem einzelnen Fall neu vorzunehmen. Bei Wassermangel könnte diese angemessene Restwassermenge unter Umständen heruntergesetzt werden. Sie könnte aber auch, wenn die wirtschaftlichen und versorgungstechnischen Bedingungen erfüllt sind, ohne weiteres höher angesetzt werden, als wir uns das heute vorstellen. Es ist jedenfalls so, dass der Begriff «angemessen» bei jedem Konzessionsgesuch zu Auseinandersetzungen führen muss, wobei dann die wirtschaftlichen und ökologischen Komponenten abzuwägen sind. Unter «maximaler Restwassermenge», wie das im Mehrheitsvorschlag zu Absatz 2 formuliert ist, ist zu verstehen, dass es sich um die Restwassermenge handelt, die bei vollem Stausee und grossem Wasseranfall sehr hoch werden kann, und dennoch gar nicht fixiert werden kann. Sie können eine «maximale Restwassermenge» nie gesetzgeberisch fixieren. Sie kann einmal sehr hoch werden, viel höher, als es uns sogar wünschbar scheinen würde. Sie kann also nicht festgesetzt werden.

Hingegen – damit kommen wir zum dritten Begriff in diesem Zusammenhang – ist die «minimale Restwassermenge», die aus vielfältigen ökologischen Gründen notwendig ist, ziemlich genau fixierbar – in Anzahl Litern pro Sekunde, die an einer Messstelle durchfliessen müssen. Diese minimale Restwassermenge kann in Abwägung der ökologischen Notwendigkeiten und unter Würdigung der wirtschaftlichen Interessen in jedem einzelnen Fall für die gesamte Gültigkeitsdauer der Konzession festgestellt werden.

Vorhin ist unser Kommissionspräsident zu mir gekommen und hat gesagt, ich hätte das falsch verstanden. Es gehe darum, dass in dieser Uebergangsregelung zum Ausdruck zu bringen sei, dass diese Restwassermenge auf jeden Fall maximal für die Dauer der Uebergangsregelung Gültigkeit haben müsse.

Wenn man das festlegen will, darf man nicht sagen, dieser Vorbehalt gelte für eine maximale Restwassermenge, sondern man muss sagen: «Dieser Vorbehalt gilt maximal für die Restwassermenge, die ...» oder meinetwegen «... gilt maximal für die minimale Restwassermenge». Es wird immer lustiger; Sie sehen und hören es. Jedenfalls kann man so nicht formulieren.

Nun hat Herr Rechsteiner vorhin den Begriff der Restwassermenge gemäss seiner Kenntnisse der Kommissionsdiskussionen noch einmal etwas anders interpretiert. Es scheint, dass die Kommission damit zum Ausdruck bringen wolle, dass die erlaubte Höhe der minimalen Restwassermenge nach oben begrenzt werden müsse. So habe ich jedenfalls jetzt Herrn Rechsteiner verstanden. Wenn Sie das zum Ausdruck bringen wollen, meine Damen und Herren von der Kommission, dann brauchen Sie in Gottes Namen mehr als nur ein Adjektiv zu «Restwassermenge», dann müssen Sie nämlich einen Nebensatz dazu hinsetzen.

Nach diesen Ausführungen muss ich Ihnen gestehen, dass ich selbst nicht mehr weiss, was die Kommission eigentlich wollte. Ist nun die Interpretation des Kommissionspräsidenten richtig, oder hat Herr Rechsteiner recht? Oder ist das, was hier schriftlich festgehalten ist, der Wille der Kommission? Mir scheint, mein Antrag wäre von der Sache her sprachlich gesehen korrekt. Aber da nun die Meinung offenbar gar nicht mit der Aussage auf der Fahne übereinstimmt, müsste der Herr Kommissionspräsident die Dinge klären, und es müsste eine redaktionelle Bereinigung dessen vorgenommen werden, was wir dann beschliessen.

Ich halte also in diesem Sinne nicht an meinem Antrag fest, weil ich von der sprachlichen Formulierung in der Fahne ausgegangen bin, die aber offenbar nicht dem Willen der Kommission entspricht. Ich bitte unseren Kommissionspräsidenten und unsere Kommissionsreferentin, die Sache zu klären, wobei ich die französische Formulierung nicht angeschaut habe.

**Blocher**, Berichterstatter: Zuerst zum Vorgehen in der Kommission. Die einstimmige Kommission hat – bevor der Ständerat getagt hat – auf meinen Antrag hin beschlossen, dem Bundesrat den Auftrag zu erteilen, eine Formulierung vorzunehmen, welche die Rechtssicherheit in der Uebergangszeit besser gewährleistet. Das geht aus dem Protokoll hervor. Wir haben das an der ersten Sitzung nach dem Eintreten auf meinen Antrag hin beschlossen. Der Bundesrat hat dann die entsprechende Formulierung vorgelegt. Soviel zum Verständnis der Dinge. Es handelt sich weder um eine Liebhaberei noch um eine Formulierung von mir. Ich muss aber Herrn Oehen sagen, dass seine Formulierung nicht richtig ist. Die Formulierung, wie sie die Mehrheit beschlossen hat, ist richtig. Man könnte vielleicht sogar noch das Wort «maximale» weglassen.

Ich sage nun nochmals, worum es geht. Es geht darum, dass nach dem bundesrätlichen Vorschlag die künftigen Restwassermengen eines Gesetzes gelten sollen, das wir heute noch nicht kennen, sondern das erst als Entwurf des Bundesrats vorliegt. Das schafft natürlich Unsicherheit, weil man die Restwassermengen, die später bestimmt werden, nicht kennt. Die Kommission wollte diese Rechtsunsicherheit, die zu einem faktischen Moratorium führen würde, beseitigen. Und wie beseitigen? Der Bundesrat schlägt in seiner Fassung vor, dass wir eine Restwassermenge nach ganz genauen Umschreibungen haben sollten, und das ist in die Botschaft zum Gewässerschutzgesetz eingegangen. Wir erkennen also dort eine Definition, eine Formulierung. Dass es auch dort noch Ermessensspielräume gibt, ist ganz klar, weil sich die Restwassermenge für den kleinsten Bach und den grössten Fluss nicht ganz genau gleich umschreiben lassen. Die Kommissionsmehrheit schlägt nun vor, dass für die Uebergangszeit diese genau bestimmten Restwassermengen gelten sollen. Minimal muss jeder, dem eine Konzession oder eine Verlängerung erteilt wird, diese minimalen Restwassermengen einhalten. Aber diese minimalen Restwassermengen gelten dann auch als Maximum nach Inkraftsetzen des Gewässerschutzgesetzes. Wenn das Gewässerschutzgesetz tiefere Restwassermengen annimmt – Sie wissen ja, dass die Restwassermengen in der Botschaft des Bundesrates auch von anderer Seite umstritten sind, weil sie zu streng seien –, ist es natürlich möglich, tiefere einzuhalten. Wenn die definitive Regelung darüber hinausgeht, gelten diese minimalen Restwassermengen, die man gemäss der Botschaft des Bundesrates zum Gewässerschutzgesetz vorgeschrieben hat, als Maximum. Und darum heisst es: «für eine maximale Restwassermenge». Das ist die Meinung. Man könnte aber «maximale» auch noch streichen. Wir wollen das aber für die Differenzbereinigung belassen, weil wir in der Kommission jetzt diese Formulierung übernommen haben. Wer sich in dieser Materie auskennt, hat hier keinerlei Interpretationsschwierigkeiten.

**Mme Aubry**, rapporteur: Je souhaite également préciser qu'au point de vue politique nous n'avons pas subi l'influence de la Commission du Conseil des Etats ni celle des membres du Conseil des Etats qui ont refusé cet arrêté, puisque nous avons siégé auparavant, et que, d'ordinaire, je crois que nos commissions du Conseil national ne demandent pas l'avis des membres de l'autre conseil.

A propos de la version choisie à une majorité de tout de même 14 voix par la commission pour les débits minimums, nous avons agi ainsi, parce que la version du Conseil fédéral créait une certaine incertitude. Nous avons voulu garantir le droit. Ce droit transitoire clarifié précisait la marge d'appréciation des débits minimums.

La matière est difficile pour le profane, mais je crois que, dans le projet du Conseil fédéral sur la révision de la loi sur la protection des eaux actuellement en consultation, vous avez, à l'article 31, la clarification des débits minimums. Je vous demande de suivre la majorité importante de la commission et de voter avec elle.

**Herczog**: Wir unterstützen den Antrag der Kommissionsminderheit. Nur zwei Bemerkungen dazu, politisch gesehen.

Erste Bemerkung: Es ist etwas eigenartig, dass jetzt im Absatz 2 explizit auf ein Gesetz hingewiesen wird, das wir materiell noch gar nicht diskutiert haben. Das ist ein Novum. Die zweite Bemerkung: Wie ich ganz kurz in der Eintretensdebatte angetönt habe, bin ich nicht einverstanden damit, dass man hier eine «Vorspurung» des Gewässerschutzgesetzes macht. Die Auseinandersetzung über den Begriff «maximal/minimal» hat Ihnen diese Sache dargestellt. Es könnte nämlich durchaus sein, dass diese berühmten 50 m<sup>3</sup>/sec in bestimmten Lagen ungenügend sind. Wir müssen diese Grundmenge und diese Grundlagen ausdiskutieren. Wenn so möglicherweise jetzt das Minimum hier festgelegt wird, könnte das später das Maximum werden. Es ist sehr schwierig, hier ein Gesetz, bei dem wir politisch nicht recht sehen, wie es in der Landschaft stehen wird, als Grundlage für weitere Konzessionierungen zu nehmen. Ich bitte Sie also, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

**Oehen**: Es mag fast als Zwängerei erscheinen, wenn ich hier noch einmal spreche, aber nach diesen Diskussionen wird nun eines klar: Es geht hier wirklich nur um ein sprachliches Problem. Ich möchte zuhanden des Protokolls festhalten: Wenn unser Rat der Sache an sich zustimmt, müsste redaktionell der Begriff «maximal» zwischen «gilt» und «für» geschoben werden. Ich möchte nicht über den Antrag abstimmen lassen, sondern es genügt mir, das für die Bereinigung im Protokoll festgehalten zu wissen.

**Bundesrat Schlumpf**: Ich habe bereits beim Eintreten darauf hingewiesen, dass der Bundesrat der Auffassung ist, dass die Konsequenzen der Vorlage genügend absehbar und auch bestimmbar seien. Sie verfügen ja bereits über die Botschaft, welche die definitive Ordnung der Revisionsvorlage beinhaltet. Wir teilen die Auffassung, wie sie Herr Rechsteiner hier für die Kommissionsminderheit vertreten hat. Nach Auffassung des Bundesrates ist eine Maximierung also nicht nötig. Es wurde aber darauf hingewiesen, ich habe es auch gesagt, Nationalrat Rechsteiner: es gibt kein Differenzbereinigungsverfahren mit dem Ständerat. Nach Artikel 21 des Geschäftsverkehrsgesetzes hat, wenn der Erstrat Nichteintreten, der Zweirat anschliessend aber Eintreten beschlossen hat – ich bin natürlich froh über das sehr eindrückliche Resultat hier beim Eintreten –, der Erstrat am Schluss nur noch zu entscheiden: Festhalten oder nicht. Wenn er im zweiten Durchgang Festhalten am Nichteintreten beschliesst, ist die Vorlage erledigt. Es gibt das ordentliche Differenzbereinigungsverfahren bei einem Nichteintretensentscheid eines Rates nicht. Sie verstehen, dass der Bundesrat und ich persönlich, weil uns an dieser Uebergangsregelung sehr gelegen ist, die Frage in den Raum stellen müssen – mit einigen anderen, die sie bereits gestellt haben –, ob dem Ständerat – trotz des recht eindrücklichen Nichteintretensentscheides (31 gegen 12 Stimmen) – allenfalls ein Rückkommen durch die Fassung der Mehrheit erleichtert werden sollte. Andernfalls wäre die ganze Vorlage erledigt – trotz des eindrücklichen Eintretensentscheides, den Sie erfreulicherweise gefällt haben. Das wäre in der Tat zu bedauern.

Ich möchte aber noch einmal sagen: Wenn Sie der Mehrheit der Kommission folgen und die Maximierung des Vorbehaltes hineinschreiben, kann es sich nicht um irgendeine Restwassermenge handeln. Gerade die Auseinandersetzung zwischen Herrn Oehen, Herrn Blocher, Frau Aubry war sehr nützlich. Es geht nicht um eine «minimale Restwassermenge». Das könnte redaktionell noch geklärt werden; man könnte beide Adjektive «minimal» und «maximal» streichen. Die Restwassermenge ist dann nicht ein Minimum nach irgendwelchen Bestimmungen, sondern es gelten alle Bestimmungen der Vorlage – Artikel 30, 31, Artikel 33 auch Absatz 3 (Erhöhung der Mindestmenge) –, wenn die Voraussetzungen gegeben sind. Es gilt auch Artikel 35 Absatz 3, dass bei Bruttoleistung über 300 kW der Bund Stellung zu nehmen habe. Damit keine wohlverordneten Rechte entstehen, bezieht sich dann der Vorbehalt auf dieses Ganze. Der Unterschied bestünde dann – die beiden Kommissionsrefe-

renten haben es am Schluss noch gesagt –, wenn das Parlament bei der Behandlung dieser Vorlage über die Restwassermengen hinausgehen würde. In diesem Fall würden die Erhöhungen der Restwassermengen nicht mehr vom Vorbehalt erfasst. Der Vorbehalt würde sich dann auf das beziehen, was hier festgeschrieben ist; das ist die Differenz. Der Bundesrat erachtet eine solche Limitierung nicht als notwendig, aber ich will Ihnen auch offen sagen: der Bundesrat – nicht nur ich persönlich – zieht diese Mehrheitslösung einem Nullentscheid in der Auseinandersetzung mit dem Ständerat vor. Es geht mir wahrhaftig darum, nicht dem Bessern, das wir anstreben – Herr Rechsteiner, ich teile die Meinung –, das Brauchbare zu opfern. Es wäre wirklich betrüblich, wenn an dieser unterschiedlichen Auffassung letzten Endes die ganze Vorlage scheiterte.

**Le président:** S'oppose donc maintenant du fait du retrait de la proposition de M. Oehen, l'avis de la majorité et celui de la minorité qui, elle, est favorable au projet du Conseil fédéral.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	66 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	60 Stimmen

#### Art. 2 Abs. 1

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Art. 2 al. 1

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 2 Abs. 2

##### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

Er tritt am 1. Januar 1988 in Kraft ....

.... Ausführungsbestimmungen, längstens bis zum 31. Dezember 1993.

##### Minderheit

(Mauch, Bundi, Chopard, Longet, Maeder-Appenzell, Meyer-Bern, Rechsteiner)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 2 al. 2

##### Proposition de la commission

##### Majorité

Il entre en vigueur le 1er janvier 1988 et reste ....

.... aient pris effet, mais jusqu'au 31 décembre 1993 au plus tard.

##### Minorité

(Mauch, Bundi, Chopard, Longet, Maeder-Appenzell, Meyer-Berne, Rechsteiner)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Frau **Mauch**, Sprecherin der Minderheit: Ich muss doch noch kurz dem Gedächtnis des Kommissionspräsidenten ein bisschen auf die Spur helfen. Er hat wieder betont, es hätte ein einstimmiger Antrag der Kommission vorgelegen, Abklärungen durch die Verwaltung über die Begrenzung der Höhe des Restwassers und über eine zeitliche Befristung vornehmen zu lassen. Dem ist nicht so. Das war ein Antrag des Präsidenten; darüber ist nicht abgestimmt worden. Es geht hier nicht um Rechthaberei, sondern wir können es uns nicht erlauben, das Protokoll durch den Präsidenten zurechtbiegen zu lassen.

Zur Befristung. Der Mehrheitsentscheid ist nur durch den Stichtagsentscheid des Präsidenten zustande gekommen; er ergibt aber überhaupt keinen Sinn. Der Vorbehalt des Vollzugs eines Verfassungsauftrages kann nicht auf eine bestimmte Frist begrenzt werden.

In anderen Bereichen würde es uns auch nicht einfallen, die Anwendung von Verfassungsinhalten zu befristen.

Ich halte nochmals fest, dass es im Grunde genommen gegenüber dem Souverän eine Zumutung ist, dass wir uns 12 Jahre Zeit lassen, um ein durch die Bevölkerung klar unterstütztes Anliegen endlich durchzusetzen.

Natürlich gibt es noch krassere Beispiele. Stichwort: Mutterschaftsversicherung. Aber es ist jetzt nicht am Platz, dass wir die eine Unterlassung gegen eine noch viel gravierendere ausspielen.

Die Art und Weise, wie sich der Ständerat an die Behandlung der Revision des Gewässerschutzgesetzes macht, stimmt mich nicht gerade hoffnungsvoll. Vielleicht hat Herr Bundesrat Schlumpf da eine etwas rosigere Sicht der Dinge. Die Botschaft war schon vor den Sommerferien in unserem Besitz, aber erst im November wird die ständerätliche Kommission zu ihrer ersten Sitzung zusammentreten. Herr Fischer findet das speditiv, ich überhaupt nicht. Ich befürchte, dass sich die Beratungen sehr lange hinziehen werden. Eine Befristung des Vorbehaltes ist daher abzulehnen, auch wenn man sagen kann, ein Bundesbeschluss lasse sich ja, wenn nötig, immer verlängern. Das ist ein Leerlauf, den wir uns in diesem Fall sparen können, denn das grundsätzliche Anliegen des Landschafts- und Naturschutzes durch angemessene Restwassermengen stellt sich in fünf Jahren im besten Fall noch gleich wie jetzt, möglicherweise sogar verschärft.

Auf den Zusammenhang zwischen der nuklearen Bandenergie und den Wasserspeichieranlagen hat Herr Herzog bereits hingewiesen. Je mehr Bandenergie produziert wird – nicht nur bei uns, sondern auch im nahen Ausland –, desto interessanter ist es für unsere Elektrizitätswirtschaft, das Leistungspotential in Form von Wasserspeicherkapazität auszubauen. Der Druck auf die letzten Wasserläufe wird also in Zukunft noch zunehmen.

Herr Loretan hat uns gesagt, er hätte mit seiner Restwasser-Motion wohlüberlegt gehandelt. Aber ich muss sagen, er hat leider noch nicht zu Ende gedacht. Sein grosser Einsatz für die Restwasserregelung wäre sehr viel glaubwürdiger, wenn er sich gleichzeitig ebenso vehement gegen den Ausbau der nuklearen Bandenergie wehren würde. Diese Energieproduktion ruft zwingend nach neuen Wasserspeicherkapazitäten. Herr Loretan sollte sich das noch ein bisschen weiter überlegen; dann wird sein Engagement bedeutend glaubwürdiger.

Unseres Erachtens muss der Bundesrat dringend darauf hinwirken, dass das Strom-Import/Exportgeschäft offengelegt wird. Auch die Umweltorganisationen lassen hinsichtlich einer etwas verstärkten und umweltschonenden Wasserkraftnutzung durchaus mit sich reden – aber selbstverständlich nur, wenn ganz klar dargelegt wird, dass es sich um die Deckung von Inlandnachfrage handelt. Das Import/Export-Verhältnis muss ausgeglichen sein. Darüber gibt aber die heutige Elektrizitätsstatistik überhaupt keine Auskunft. Im Gegenteil, Strombezüge aus Bezugsrechtsverträgen werden wie echte Importe deklariert, und daraus wird sogar eine Auslandabhängigkeit bezüglich der Inlandnachfrage konstruiert.

Ich erlaube mir in diesem Zusammenhang noch eine Zwischenbemerkung. In seiner Antwort auf eine Einfache Anfrage unseres Kollegen Euler legt der Bundesrat dar, dass Angaben über Strom-Import/Export aufgrund von Bezugsrechtsverträgen aus Datenschutzgründen nicht möglich seien. Das heisst aber nichts anderes, als dass das Schweizer Volk von der Elektrizitätswirtschaft, die sich bekanntlich weitgehend in öffentlicher Hand befindet, über wichtige Aspekte des Strom-Import/Exports in Unkenntnis gelassen wird. Das ist schlicht und einfach skandalös.

Wie gesagt, gerade wegen der zunehmenden Bandenergieversorgung in der Zukunft darf beim Schutz angemessener Restwassermengen kein zeitlicher Unterbruch mehr vorkommen.

Wir schlagen daher vor, bei der ursprünglichen Fassung des Bundesrates – also keine Befristung – zu bleiben.

Herr Giger hat in seinem Eintretensvotum gesagt, man solle nicht von einem Extrem ins andere fallen, also nicht von der

Trockenlegung zu grosszügigen Lösungen. Da muss ich einfach Herrn Giger fragen: Seit wann schlägt der Bundesrat in irgendeinem Bereich extreme Lösungen vor? Herr Giger, an eine solche Beurteilung des Bundesrates glauben Sie doch selber nicht!

Ich bitte Sie also, bei der ursprünglichen Fassung des Bundesrates zu bleiben und der Befristung nicht zuzustimmen.

**Loretan:** Ich bin etwas erstaunt, dass Kollegin Mauch die an sich eher nebensächliche Frage der Befristung benutzt, um zu allgemeinen energiepolitischen Ausführungen auszuholen und Noten zu verteilen – sie ist Lehrerin, das weiss ich. Ich möchte ihr immerhin zugute halten, dass sie mir noch Lernfähigkeit unterstellt. Ich muss ihr aber sagen – das ist für sie nichts Neues –, dass die Schweizerische Stiftung für Landschaftsschutz und Landschaftspflege und ich persönlich Kraftwerkprojekte irgendwelcher Art nicht nach der Herkunft der Energie oder nach der Energie, die daraus produziert wird, beurteilen, sondern allein nach dem Kriterium der Landschaftsverträglichkeit. Wir lassen uns trotz allen Bemühungen von grün-roter Seite niemals zwingen, gegen die Kernenergie anzutreten. Die Stiftung an sich ist in dieser Frage relativ neutral. Persönlich bin ich der Meinung, dass wir in den nächsten Jahrzehnten so oder so nicht aus der Kernenergie herauskommen. Die Frage ist nur, welche Kernenergie wir bevorzugen, die französische oder die schweizerische.

Dies eine ganz kurze Antwort an Frau Mauch!

**Blocher, Berichterstatter:** Um allfälligen Hitzigkeiten, die jetzt provoziert worden sind, zu begegnen, folgende Klarstellung: Woher stammen eigentlich diese Aufträge zur Kommissionsfassung?

Die Kommission hat am 19. Mai 1987 getagt, und zwar bevor der Ständerat getagt hat. In dieser ersten Kommissionssitzung haben wir Eintreten auf diese Vorlage beschlossen – mit 11 zu 7 Stimmen bei einer Enthaltung.

Als Präsident habe ich damals – ich zitiere das Protokoll – folgendes gesagt: «Der Präsident möchte in der Kommission nach Möglichkeit alle Fragen besprechen, die im Plenum aufgeworfen werden könnten. Sicher müsse mit dem Antrag gerechnet werden, den Vorbehalt in der Höhe zu begrenzen und allenfalls zeitlich zu befristen. Er ersucht deshalb die Verwaltung, Vor- und Nachteile einer solchen Begrenzung bis zur nächsten Sitzung, die angesichts der vorgerückten Zeit nötig werde, zu prüfen und der Kommission mögliche Formulierungsvorschläge zu unterbreiten.» Die Kommission hat gegen dieses Vorgehen keine Einsprache erhoben, und deshalb hat der Bundesrat diese Vorschläge eingereicht. Das ist also im Auftrage der Kommission geschehen. Ich finde das auch richtig.

Nun zur Befristung: Bei der Befristung, wie überhaupt bei diesem ganzen Erlass, standen verschiedene Interessen gegeneinander.

Die einen wollten die Vorlage bis 1991 befristen; eine Befristung für vier Jahre. Gewisse Vorlagen hatten wir aber im Parlament länger in Arbeit als vier Jahre. Daraus ist der Vorschlag entstanden, die Vorlage bis 1993 zu befristen, d. h. also auf sechs Jahre. Eine Befristung für einen Bundesbeschluss bei einem beschleunigten Verfahren ist zweckmässig, und darum schlagen wir Ihnen vor, diesen Bundesbeschluss bis Ende 1993 zu befristen.

**Mme Aubry, rapporteur:** Il fallait limiter, dans le temps, l'application de cet arrêté fédéral et malgré la voix, comme l'a dit Mme Mauch, prépondérante du président de la commission, nous avons décidé de choisir la date de 1993 plutôt que celle de 1991. Ceci afin de laisser un certain laps de temps à notre Parlement pour qu'il puisse étudier, en toute quiétude, la révision de la loi sur la protection des eaux. La majorité de la commission a donc décidé d'arrêter au 31 décembre 1993 l'entrée en vigueur de la loi et je vous demande de bien vouloir suivre la majorité de la commission.

**Bundesrat Schlumpf:** Der Bundesrat kann der Ergänzung im Sinne des Mehrheitsantrages zustimmen, insbesondere weil es – wie Frau Aubry gerade sagte – um eine Frist von sechs Jahren geht. In diesen sechs Jahren sollte es wahrhaftig möglich sein, eine Gesetzesvorlage in beiden Räten zu behandeln – ansonsten wären wir nicht mehr glaubwürdig. Es ist das Anliegen aller, dass tatsächlich eine Ausführungsgesetzgebung zum Verfassungsartikel zustande kommt. Weil wir sie für hilfreich halten, sind wir mit der Ergänzung «längstens bis Ende 1993» einverstanden, obwohl diese Ergänzung nicht nötig sein sollte, weil die Beratung im Parlament ohne übermässigen Optimismus doch wirklich in drei bis vier Jahren zu bewältigen ist. Der Bundesrat stimmt also zu.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	71 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	52 Stimmen

#### Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	106 Stimmen
Dagegen	16 Stimmen

#### Abschreibung – Classement

**Le président:** Le Conseil fédéral vous propose de classer selon le page 1 du message l'intervention parlementaire suivante: 83.953 Loretan.

#### Zustimmung – Adhésion

#### An den Ständerat – Au Conseil des Etats

85.913

### Postulat Loretan

#### Wasserkraftwerke. Abgeltungsfonds

#### Usines hydrauliques. Fonds d'indemnisation

#### Wortlaut des Postulates vom 4. Oktober 1985

Der Bundesrat wird ersucht, mit den Kantonen, in denen Wasserkraftwerke mit zu erwartenden schwerwiegenden Eingriffen in Landschaft und Umwelt geplant bzw. projektiert sind, eine einvernehmliche Lösung zur Schaffung von Abgeltungsfonds zu erarbeiten. Aus diesen im kantonalen Recht zu verankernden Fonds sollen Gemeinden entschädigt werden, welche aus Landschafts- und Umweltschutzgründen auf die Nutzung von Gewässern verzichten.

Der Bundesrat wird aufgefordert, binnen drei Jahren seit Ueberweisung des Postulates einen Bericht zu erstatten:

1. Ueber das Ergebnis seiner Bemühungen.
2. Darüber, ob im Falle des Scheiterns seiner Bemühungen eine entsprechende Ergänzung der Bundesverfassung ins Auge zu fassen ist.

#### Texte du postulat du 4 octobre 1985

Le Conseil fédéral est invité à élaborer une solution visant à la création de fonds d'indemnisation, cela en accord avec les cantons où il existe des projets ou des plans d'usines hydrauliques qui, selon toute vraisemblance, porteront gravement atteinte au paysage et à l'environnement. Les communes qui, pour des raisons de protection du paysage et de l'environnement, renoncent à utiliser des cours d'eau devront être indemnisées par ce fonds, dont le principe sera fixé dans la législation cantonale.

## **Restwassermengen. Bundesbeschluss**

### **Débits minimums. Arrêté fédéral**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	87.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.10.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1280-1295
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 727

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.